



Le journal des

Marchés Publics

Public Contracts Journal

Bulletin d'annonces des Marchés Publics / Public contracts Bulletin



ART

Travaux de sécurisation d'une parcelle de terrain située au quartier Angounou dans l'arrondissement d'Ebolowa 1er

MINHDU

Fourniture de matériel informatique et bureautique

N° 1117
Mercredi 03 Août 2016
Wednesday 03 August 2016



**“Les projets arrêtés et financés
doivent être effectivement exécutés
dans les normes prévues”**

S.E Paul BIYA, le 03 novembre 1997



Bulletin d'annonces des Marchés Publics

BP : 6604 Yaoundé

Fax : 22 20 60 43 / 22 20 33 26

Tél. : 22 20 18 03 / 22 20 00 08 / 22 20 00 09

jdm@amp.cm

Directeur de Publication

Joseph NGO

Conseiller à la rédaction

Thomas MBEUTCHA

Jean Marie NGAKETCHA

Coordination Générale

Irène Lucrèce ELOUNDOU

Contenu Technique

Cellule de la Communication,
des Relations Publiques et de l'Edition

Edition

Josiane C. MBARGA ESSOMBA

Relations Publiques

Claude Sandra EBOKO

Secrétariat

Solange NZALI

Marie Marguerite AMBOMO

Hortence AYISSI

Elise BIWOLE NKOU

Albertine Henriette SAMBA

Géraldine Flore DJIDJOU

Carine Prudence NGA

Infographie

Hilaire TCHUENTE KAMSEU

Jean Bosco SAH

Distribution

Courrier ARMP/MESSAPRESSE/GMS



SOMMAIRE

N° 1117 du Mercredi 03 Août 2016

I. AVIS D'APPEL D'OFFRES

I.1. Consultations récentes

I.1.1. Travaux

* Autres Infrastructures et Equipements Collectifs

ART 3

MINEE 7

I.1.2. Fournitures

* Matériels roulants

- MINRESI 13

* Matériels informatiques

- MINH DU 14

* Autres fournitures

- CPC 19

I.1.3 Services et Prestations Intellectuelles

* Maîtrise d'oeuvre et contrôle

- CPC 20

- MINH DU 20

* Autres Services et Prestations Intellectuelles

- MINEFOP 26

- MINH DU 31

- MINPMEESA 36

II. Actes de certains Maîtres d'Ouvrage

III. Résultats 41

IV. Abréviations 43

Autres Infrastructures et Equipements Collectifs

ART

Avis d'Appel d'Offres National Ouvert N°0002340/AONO/ART/CIPM/2016 du 22 Juillet 2016 pour l'exécution des travaux de sécurisation d'une parcelle de terrain située au quartier Angounou dans l'arrondissement d'Ebolowa 1^{er} Département de la Mvila
Procédure d'urgence

Financement : Budget de l'ART Exercice 2016

1- Objet de l'Appel d'Offres

Le Directeur Général de l'Agence de Régulation des Télécommunications (ART), lance un Appel d'Offres National Ouvert, en procédure d'urgence pour l'exécution des travaux de sécurisation d'une parcelle de terrain située au quartier Angounou dans l'arrondissement d'Ebolowa 1^{er}, Département de la Mvila de contenances superficielles de 1 785 m².

2.Consistance des travaux

Les travaux comprennent :

- Le nettoyage du site (1785 m²) ;
- L'exécution des fouilles (50 cm de profondeur et 30 cm de large) pour fondation de la clôture (30 m³) ;
- La pose du béton de propreté dosé à 150 kg/m³ dans le fond de fouille sur une épaisseur de 10 cm et une largeur de 30 cm (06 m³) ;
- La fourniture et la pose de deux(2) rangées d'agglomérés bourrés de 20x20x40 cm(80 m²) ;
- L'exécution d'un chaînage (bas et haut) en béton armé dosé à 350 kg/m³ sur une largeur de 15 cm et une épaisseur de 10 cm (2x3 m³) ;
- La construction des poteaux en béton armé dosé à 350 kg/m³ de 02m de haut et de section 20cmx20cm tous les trois(3) mètres (5,33 m³)
- La fourniture et la pose des agglomérés creux de 15x20x40 (2x185 ml), soit 370 m² ;
- La fourniture et la pose de deux(2) portails métalliques de 4mètres à double battant avec l'inscription « ART » ;
- L'exécution de l'enduit au mortier de ciment dosé à 400kg/m³ sur les deux(2) faces du mur (776 m²).

3.Délai d'exécution

Le délai d'exécution pour les travaux objet du présent appel d'offres est de deux (02) mois.

4.Allotissement

Sans objet.

5.Coût Prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de quinze millions (15 000 000) de F CFA.

6.Participation et origine

Le présent Appel d'Offres est ouvert à toute Entreprise de travaux publics de droit camerounais.

7.Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget 2016 de l'ART, ligne 221 010 « Aménagements des immeubles ».

8- Consultation du dossier d'Appel d'Offres

Le dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables à la Cellule des Marchés de l'ART, sise au rez-de-chaussée de l'immeuble de la Direction Générale située à la nouvelle route Bastos, B.P : 6132 Yaoundé, tél : 222 23 03 80, fax : 222 23 23 30.

9- Acquisition du Dossier d'appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu aux heures ouvrables à la Cellule des Marchés de l'ART, sise au rez-de-chaussée de l'immeuble de la Direction Générale située à la nouvelle route Bastos, B.P : 6132 Yaoundé, tél : 222 23 03 80, fax : 222 23 23 30, dès publication du présent avis, contre présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de trente mille (30 000) francs CFA dans le Compte Spécial CAS-ARMP N° 3359880000-89 ouvert à cet effet par l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP), auprès des agences BICEC des Chefs-lieux des Régions du Cameroun et des agences de Dschang et de Limbé aux heures ouvrables. Cette quittance devra identifier le payeur comme représentant de l'Entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres.

10- Remise des offres

Chaque offre rédigée en Français ou en Anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels, devra parvenir à la Cellule des Marchés de l'ART, au plus tard le 23 Août 2016 à 12 heures et devra porter la mention :

« Appel d'Offres National Ouvert N°0002340/AONO/ART/CIPM/2016 du 22 Juillet 2016 pour l'exécution des travaux de sécurisation d'une parcelle de terrain située au quartier Angounou dans l'arrondissement d'Ebolowa 1^{er}, Département de la Mvila, Procédure d'urgence

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

11- Cautionnement provisoire

Chaque Soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives une caution de soumission établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances et dont la liste figure dans la pièce N°12 du DAO valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres. Le montant de ce cautionnement provisoire est fixé à 300 000 (trois cent mille) F CFA.

12- Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en photocopies certifiées conformes par le service émetteur, ou une autorité administrative (Préfet, Sous-préfet...) conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront obligatoirement être datées de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'offres.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'Offre sans aucun recours.

13. Ouverture des Offres

L'ouverture des plis se fera en un (01) temps.

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques et financières aura lieu le 23 Août 2016 à 12 heures précises par la Commission Interne de Passation des Marchés de l'ART.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

14.Critères d'évaluation

Les offres seront évaluées à partir des critères ci-après :

Critères éliminatoires

- Dossier administratif incomplet ;
- Pièce falsifiée;
- Fausse déclaration ;
- Omission d'un prix unitaire quantifié dans le dossier financier ;
- Note technique inférieure à 9 « oui » sur 12.

14.2 Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées suivant les critères ci-après :

- Chiffre d'affaires de la patente en cours au moins égal à 10.000.000 FCFA (oui/non)
- Accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières de montant au moins égal à 5.000.000 FCFA (oui/non) ;
- Disponibilité du matériel et des équipements essentiels (oui/non) ;
- Planning des travaux expliqué (oui/non) ;
- Exécution au cours des cinq(5) dernières années d'au moins deux (02) marchés de travaux de bâtiment ayant chacun un montant supérieur ou égal à 10 millions FCFA TTC (oui ou non) ;
- Méthodologie détaillée de mise en œuvre des matériaux (oui/non) ;
- Présentation de l'offre (oui/non) ;
- Expérience du personnel d'encadrement (oui/non).

Seuls les soumissionnaires ayant obtenu une note technique supérieure ou égale à 9 oui sur 12 seront admis à l'analyse financière.

15. Attribution du marché :

Le marché sera attribué au soumissionnaire ayant présenté un dossier conforme (présence et validité des pièces exigées dans le RPAO) éligible sur le plan technique et moins disant sur le plan financier.

16-Durée de validité des offres

Les Soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17- Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables, à la Direction des Ressources Financières et Matérielles ou à la Cellule des Marchés de l'ART.

Yaoundé, le 22 Juillet 2016

Le Directeur Général

Open National Invitation to tender N°0002340/AONO/ART/CIPM/2016 of 22th July 2016 for the performance of security works in a plot of land located at Angounou neighborhood in Ebolowa I Sub-Division, Mvila Division Emergency procedure

Financing: Budget of TRB, 2016 fiscal year

1.Purpose of the call to tender

The Director General of the Telecommunications Regulatory Board (TRB) hereby launches an open national call to tender, in emergency procedure, for the performance of security works in a plot of land located at Angounou neighborhood in Ebolowa I Sub-Division, Mvila Division of 1 785 square meters surface area.

2.Work description

The works shall include :

- Site cleaning (1785m²);
- Digging of excavations (50cm depth and 30cm wide) for fence foundations (30m³);
- Laying of 150kg/m³ blinding concrete on the bottom of the excavation and making 10cm-thick and 30cm-wide (06m³);
- Provision and laying of two (2) ranges of stuffed concrete blocks of 20x20x40cm (80m²)
- Wall ties (bottom and top) with 350/m³ reinforced concrete, 15 cm wide and 10cm deep (2x3 m³);
- Building of 350kg/m³ reinforced-concrete columns, 15cm high and sections of 20cmx20cm every three (3) meters (5.33m³)
- Provision and installation of hollow concrete blocks of 15x20x40 (2x185ml), or 370m² ;
- Provision and installation of two (2) double-door 4-meter metal gates with the inscription "ART";
- Level coating with 400kg/m³ cement mortar on both sides of the wall (776m²).

3.Execution deadline

The works under this call to tender shall be performed within two (2) months.

4.Allotment

Not applicable.

5.Estimated cost

The cost of the operation at the end of the feasibility studies is estimated at CFAF fifteen million (15 000 000).

6.Participation and origin

This call to tender is intended for any civil engineering company governed by Cameroon law.

7.Financing

The services which are the subject of this call to tender shall be funded by the budget of TRB, 2016 fiscal year , budget line 221 010 "Property developments".

8.Consultation of the tender file

The tender documents may be consulted during working hours at the Contracts Unit of TRB, located ground floor of the head office building located at Nouvelle route Bastos, P. O. Box : 6132 Yaoundé, tel : 222 23 03 80, fax : 222 23 23 30.

9.Acquisition of the tender file

The tender file may be obtained during working hours at the Contracts Unit of TRB, located ground floor of the head office building located at nouvelle route Bastos, P. O. Box : 6132 Yaoundé, tel : 222 23 03 80, fax : 222 23 23 30 upon publication of this notice, against a receipt of payment of a non-refundable sum of thirty thousand (30,000) CFA francs into the special CAS-ARMP account N° 3359880000-89 specifically opened by the Public Contracts Regulatory Agency (ARMP) in the branches of BICEC in Regional capital cities of Cameroon and in Limbe and Dschang. The receipt must identify the payer as representing the company willing to participate in the call to tender.

10.Submission of bids

The bids written in English or French in seven (7) copies, including one (1) original and six (6) copies marked as such, must reach the Contracts Unit of TRB not later than 23th August 2016 at 12 noon and labelled as follows:

*"Open National Invitation to tender N°0002340/AONO/ART/CIPM/2016 of 22th July 2016 for the performance of security works in a plot of land located at Angounou neighborhood in Ebolowa I Sub-Division, Mvila Division
Emergency procedure*

To be opened only at the bid opening session"

11.Bid bond

Each bidder shall attach to this/her administrative documents a bid bond established by a first-rank bank approved by the Ministry of finance and listed in document N°12 of the Tender File and valid for thirty (30) days beyond the original date of validity of bids. The amount of the bid bond stands at CFA francs three hundred thousand (300,000);

12.Admissibility of tenders

Under penalty of rejection, the other required administrative documents must be produced in originals or copies certified by the issuing authority or an administrative authority (Divisional Officer, Sub-Divisional Officer, etc.), in accordance with the stipulations of the Special Tender Regulations.

They must be dated less than three (03) months preceding the date of submission of bids or have been established after the signing date of the call to tender.

Any tender not complying with the requirements of this notice and the Tender Dossier will be declared inadmissible especially , the absence of the bid bond issued by a bank of first category approved by the Ministry of Finance or the non-respect of the Tender models will result in the outright rejection of the offer without any recourse.

13.Opening of bids

The bids will be opened during a single session.

The opening of the administrative documents as well as the technical and financial offers will take place on 23th August 2016 at 12 noon prompt by the Internal Tender Commission of TRB.

Only bidders can attend the opening session or have themselves represented by a duly authorised person of their choice.

14. Evaluation criteria

The bids will be evaluated according to the criteria below:

Eliminatory criteria

- Incomplete administrative file;
- Forged documents;
- False declaration ;
- Omission of a quantified unit price in the financial dossier;
- Technical score under 9 « yes » on 12.

Essential criteria

The technical offers will be evaluated following the criteria below:

- Turnover of the current business licence: equal to at least 10,000,000 CFAF (yes/no)
- Access to a credit line or any other financial resources of at least 5,000,000 CFAF (yes/no) ;
- Availability of the key material and equipment (yes/no) ;
- Explained work schedule (yes/no) ;
- Execution in the past five years of at least two (2) contracts of construction amounting to no less than 10 million CFAF tax included (yes or no) ;
- Detailed material implementation methodology (yes/no) ;
- Presentation of the bid (yes/no) ;
- Experience of the supervisory staff (yes/no).

Only bidders obtaining a technical score of 9 yes on 12 or more will be admitted for the financial analysis.

15.Award of contract

The contract will be awarded to the bidder with a compliant dossier (presence and validity of the documents required in the Special Tender Regulations) technically admissible and financially deemed the lowest.

16.Validity of bids

The bidders remain committed to their offer for ninety (90) days from the deadline set for the submission of bids.

17.Additional information

Additional information may be obtained during working hours at the Department of Financial and Material Resources or at the Contracts Unit of TRB.

*Yaounde 0002340
The Director-General*

MINEE

Avis d'appel d'offres national ouvert N° 00000135/AONO/MINEE/CMPM/16 du 01 Août 2016 Pour la réalisation des travaux d'extension de l'Adduction d'Eau Potable de la localité de Meyos Yemvam, Arrondissement de Meyomessala, Département de Dja et Lobo, Région du Sud (En procédure d'urgence)

Financement : BIP MINEE 2016

1. Objet :

Dans le cadre de la mise en œuvre du Budget d'Investissement Public (BIP) du MINEE, le Ministre de l'Eau et de l'Energie lance un Appel d'Offres National Ouvert pour la réalisation des travaux d'extension de l'Adduction d'Eau Potable de la localité de Meyos Yemvam, Arrondissement de Meyomessala, Département de Dja et Lobo, Région du Sud.

2. Délai d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour l'exécution des travaux objet du présent Appel d'Offres est **de trois (03) mois**.

3. Consistance des travaux

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres, comprennent :

1. La réalisation des études géophysiques et d'implantation;
2. La réalisation de 02 forages productifs et exploitables;
3. La fourniture et la pose de 02 pompes immergées;
4. La construction d'un réseau de refoulement ;
5. Construction d'une mini station de pompage solaire photovoltaïque y compris toutes sujétions ;
6. La construction d'un réseau de distribution ;
7. La construction des bornes fontaines à deux robinets ;
8. La Réalisation des traversées de routes ;
9. La Construction des chambres pour vannes de contrôle, purges et ventouses ;
10. La Fourniture et pose des vannes de contrôle ;
11. Fourniture et pose des purges
12. Fourniture et pose des ventouses
13. La réalisation des branchements particuliers ;
14. La Mise en place d'une Association des Utilisateurs de l'Eau reconnue par la Commune territorialement compétente ;
15. L'Achat et fourniture d'une caisse à outils pour opérateur/ réparateur

4. Allotissement

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres sont constitués en un (01) lot.

5. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel à l'issue des études préalables est de **soixante millions (60 000 000)** de francs CFA.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux entreprises ayant une expérience avérée dans le domaine de l'hydraulique.

7. Financement

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres, seront financés par le Budget d'Investissement Public (BIP), Exercice 2016, du MINE.

8. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives une **caution de soumission** d'une valeur de **un million deux cent mille francs (1 200 000) F CFA** (conforme au modèle joint en annexe) établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère en charge des finances dont la liste figure dans la pièce 12 du DAO, et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originelle de validité des offres.

9. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres:

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables au Ministère de l'Eau et de l'Energie, Direction des Affaires Générales, Sous direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance, Service des Marchés Publics, 3^{ème} étage de la TOUR Immeuble Ministériel N°1 porte N° **03T12**, B.P.70 Yaoundé, Tel (237) 222 2283 13, dès publication du présent Avis.

10. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres :

Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) peut être obtenu au Ministère de l'Eau et de l'Energie, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, 3^{ème} étage de la TOUR Immeuble Ministériel N°1 porte N° **03T12**, B.P.70 Yaoundé, Tel (237) 222 22 83 13, dès publication du présent Avis, contre présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de **soixante quinze mille mille (75 000) F CFA**. la copie du reçu de ce versement sera jointe au dossier de soumission.

Lors du retrait du DAO, les soumissionnaires devront se faire enregistrer en indiquant leur adresse complète. (B.P., Téléphone, Fax, etc.).

11. Remise des offres :

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en Sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels, devra parvenir au Ministère de l'Eau et de l'Energie, Direction des Affaires Générales, Sous direction de Budget, du Matériel et de la Maintenance, Service des Marchés Publics, 3^{ème} étage de la TOUR Immeuble Ministériel N°1 porte N° 03T12, B.P.70 Yaoundé, Tel (237) 222 22 83 13, au plus tard le **23 Août 2016 à 12 heures**, heure locale sous enveloppe cachetée adressée au Ministère de l'Eau et de l'Energie avec la mention :

« Avis d'appel d'offres national ouvert N° 00000135/AONO/MINEE/CMPM/16 du 01 Août 2016 Pour la réalisation des travaux d'extension de l'Adduction d'Eau Potable de la localité de Meyos Yemvam, Arrondissement de Meyomessala, Département de Dja et Lobo, Région du Sud (En procédure d'urgence) »

Financement : BIP MINEE 2016

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

12. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute Offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère en charge des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

13. Ouverture des plis :

L'ouverture des pièces administratives, des propositions techniques et financières, aura lieu le **23 Août 2016 à 13 heures**, par la Commission Ministérielle de Passation des Marchés du Ministère de l'Eau et de l'Energie dans sa salle de réunions.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

14. Critère d'évaluation

n. Critères éliminatoires:

- Dossier administratif, technique et financier incomplet ;
- Fausse déclaration, pièces scannées ou falsifiées ;
- Note technique inférieure à 75% de oui ;
- Non conformité de la caution de soumission après un délai de 48 heures;
- Non possession d'un atelier de forage complet et d'un kit d'analyse des eaux ;
- Capacité financière inférieure à 20 % du montant de la soumission.

o. Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite suivant le système binaire (oui/non) sur la base des critères essentiels de qualification ci-dessous :

- a) Le chiffre d'affaires sur patente pour les trois dernières années $\geq$ à trente millions (**30 000 000**) de francs CFA;
- b) Références de l'entreprise ;
- c) Matériel de chantier à mobiliser ;
- d) Personnel d'encadrement de l'entreprise ;
- e) Proposition technique ;

Le système de notation des offres est le mode binaire (oui/non).

Seules les soumissions qui auront obtenu une note technique supérieure ou égale à 75% de oui seront admises à l'analyse financière.

15. Attribution :

Le Ministre de l'Eau et de l'Energie attribuera le Marché au soumissionnaire qui présentera une meilleure offre technique et dont l'offre financière aura été évaluée la moins-disante et jugée substantiellement conforme au Dossier d'Appel d'Offres.

16. Durée de validité des offres :

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre vingt dix jours (90) jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Renseignements complémentaires :

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction de la Mobilisation des Ressources en Eau, Sous Direction de l'Approvisionnement en Eau Potable du Ministère de l'Eau et de l'Energie, face centre divisionnaire des impôts de Yaoundé V. BP : 70 Yaoundé.

Yaoundé le 01 Août 2016
Le Ministre de l'Eau et de l'Energie,
(Maître d'Ouvrage)
(é) Dr. Basile ATANGANA KOUNA

Open national invitation to tender N°00000135/ONIT/MINEE/CMPM/16 of 1st August 2016 for the realization of extension works of the Meyos Yemvam drinking Water Supply scheme in the Meyomessala District, Dja and Lobo Division, Southern Region. (Emergency procedure)

Funding: 2016 PIB MINEE

1. Subject of Tender

Within the framework of the execution of MINEE's Public Investment Budget (PIB), the Minister of Water Resources and Energy hereby launches an Open National Invitation to Tender for the realisation of the extension works of the Meyos Yemvam drinking Water scheme in the Meyomessala District; Dja and Lobo Division; Southern Region.

2. Execution Period

The maximum period fixed by the Contracting Authority for the execution of the works of this Invitation to Tender is **three (03) months**.

3. Nature of Works

The works concerned in this Invitation to Tender comprise:

1. Realization of geophysical studies and set-up surveys;
2. Construction of 02 productive and exploitable borehole;
3. Supply and installation of the electric submerged pump (02) ;
4. Construction of a pressure pipe ;
5. Supply and installation of solar panels including all constraints;
6. Construction of a distribution pipe;
7. Construction of standpipes with dual taps ;
8. Construction of road crossings;
9. Construction of valve chambers;
10. Supply and installation of control valves;
11. Supply and installation of draining valves;
12. Supply and installation of suction cups ;
13. Establishment of a Water Users' Association recognized by the competent municipality;
14. Purchase and delivery of a tool box for operator/repairman.

4. Allotment

The works of this Invitation to Tender are in one (01) lot:

5. Estimated Cost

The estimated cost according to the preliminary studies is **sixty million francs (60 000 000) CFAF**.

6. Participation and origin

Participation in this Invitation to Tender is open to companies with proven expertise in the field of hydraulics.

7. Funding

Works concerned in this Invitation to Tender will be financed by the MINEE's 2016 Public Investment Budget (BIP).

8. Bid Bond

Each bidder must include in his administrative documents a **bid bond** of the sum of **one million two hundred thousand (1 200 000) F CFA** issued by a first class bank recognized by the Ministry in charge of Finance as listed in document No. 12 of the Tender File and valid for thirty (30) days beyond the initial validity date of the bids.

9. Consultation of Tender File:

The tender file can be consulted during working hours at the Ministry of Water Resources and Energy, Department of General Affairs, Public Contracts Service, 3rd floor of the TOWER, Ministerial Building No. 1 Room No. **03T12**, P O Box 70 Yaoundé, Tel: 222 22 83 13, on publication of this notice.

10. Acquisition of Tender File:

The file can be obtained at the Ministry of Water Resources and Energy, Department of General Affairs, Public Contracts Service, 3rd floor of the TOWER, Ministerial Building No. 01, Room No. **03T12**, P.O Box 70 Yaoundé, Tel 222 22 83 13, on publication of this notice, upon payment into the Public Treasury of a nonrefundable sum of **seventy five thousand (75 000) F CFA**. A copy of the payment receipt will be attached to the tender file.

During the acquisition of the Tender file; bidders must have themselves registered by indicating their full address P.O Box, Telephone, Fax, etc.

11. Submission of Bids

Each bid drafted in English or French in seven (07) copies including one (01) original and six (06) duplicates labeled as such should reach the Ministry of Water Resources and Energy, Department of General Affairs, Public Contracts Service, 3rd floor of the Tower Ministerial Building No. 1 Room No 03T12, P. O. Box 70 Yaoundé, Tel: 222 22 83 13, not latest than **23rd August 2016 at 12 a.m.** local time under sealed cover addressed to the Minister of Water Resources and Energy and labeled:

“Open national invitation to tender N°00000135/ONIT/MINEE/CMPM/16 of 1st August 2016 for the realization of extension works of the Meyos Yemvam drinking Water Supply scheme in the Meyomessala District, Dja and Lobo Division, Southern Region. (Emergency procedure)

Funding: 2016 PIB MINEE

To be opened only during the bid opening session”

12. Admissibility of Bids

At the risk of rejection, administrative documents must be originals or true copies certified by the issuing service or a competent administrative authority in conformity with the requirements of the Special Regulation of the Invitation to Tender. The documents must not be more than three (3) months old or must have been established after the date of signature of this Tender Notice.

Any bid not in conformity with the requirements of this Tender File will be declared inadmissible. The absence, especially, of a bid bond issued by a first-class bank approved by the Ministry in charge of Finance or non compliance with model documents of the Consultation File will lead to the bid's outright rejection, without any recourse.

13. Opening of Bids

Administrative documents, technical and financial proposals will be opened at MINEE's Ministerial Tenders Board Room on **23rd August 2016 at 13 noon** by MINEE's Ministerial Tenders Board.

Only bidders may take part in the opening session or be represented there by a duly authorized person of their choice.

14. Evaluation Criteria

a. Eliminary Criteria:

- Incomplete administrative, technical and/or financial file;
- False statements, scanned or falsified documents;
- Technical mark below 75%;
- Non-conformity of the bid bond
- Non-possession of a complete and clean drilling workshop belonging to the bidder.
- Financial capacity of less than 20% of the bid amount.

b. Essential Criteria

Evaluation of the technical bids will be based on a binary system (yes /no) and will focus on the following essential qualification criteria:

- Turnover on License for the last three years $\geq$ thirty **(30, 000,000)** million;
- References of the company;
- Construction site material to be mobilized;
- Company's supervisory staff;
- Technical proposal

Scoring of the tenders will be carried out through the binary system (yes /no).

Only bids that obtain a technical score higher than or equal to 75% of yes will be admitted to the financial analysis.

15. Award of Contract

The Minister of Water Resources and Energy will award the contract to the bidder with the best technical bid and whose financial bid is evaluated as **the lowest**, and is considered to be substantially compliant with the Tender File.

16. Validity of Bids

Bidders will remain bound by their bids for a period of ninety (90) days from the deadline set for submission of bids.

17. Further Information

Further information can be obtained during working hours at the Department of Water Resource Mobilization, Sub-Department of Drinking Water Supply of the Ministry of Water Resources and Energy, opposite the Yaoundé V Divisional Taxation Centre. P.O. Box 70 Yaoundé.

Yaoundé 1st August 2016

The Minister of Water Resources, and Energy
(Contracting Authority)
(Signed) Dr. Basile ATANGANA KOUNA

Matériels Roulants

MINRESI

Communiqué N°002/C/MINRESI/FODECC/SDMVCC/CN/16 du 03 Août 2016 portant report d'un Avis de Demande de Cotation

Le Ministre de la Recherche Scientifique et de l'Innovation communique :

Il est porté à la connaissance de tous les soumissionnaires désireux de souscrire à l'Avis de Demande de Cotation N°001/DC/FODECC/SDMVCC/CIPM/2016 du 13 juillet 2016 relatif à la fourniture d'un véhicule PICK UP double cabine pour le compte du projet SDMVCC, que la date de remise des offres et d'ouverture des plis préalablement fixée le **04 Août 2016** est reportée au **16 août 2016**.

Le reste sans changement.

Yaoundé, le 03 aout 201

*Le Ministre de la Recherche
Scientifique et de l'Innovation*

Matériels Informatiques

MINHDU

Avis d'appel d'offres national ouvert N° 036 /AONO/MINHDU/CMPM/2016 du 02 Août 2016 relatif à la fourniture de matériel informatique et bureautique au Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain (en procédure d'urgence)

Financement : BIP MINHDU - Exercice 2016

1. Objet de l'appel d'offres

Le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain, Maître d'Ouvrage, lance en procédure d'urgence pour le compte du Gouvernement de la République du Cameroun, un appel d'offres national ouvert relatif à la fourniture du matériel informatique et bureautique au MINHDU.

2. Consistance des prestations

Les prestations du présent appel d'offres comprennent la fourniture des équipements, le transport, la manutention et la réception. Elles sont réparties en deux (02) lots, ainsi qu'il suit :

Lot 1 :

- Micro - Ordinateur	20 unités
- Régulateur de tension	12 unités

Lot 2 :

- Photocopieur de type Canon IR 3225	02 unités
- Photocopieur de type Canon IR 2318	05 unités
- Photocopieur de type Canon IR 2202 N	08 unités
- Onduleur	20 unités
- Imprimante laser de type HP pro 400 DN	15 unités

3. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte aux entreprises régulièrement installées au Cameroun.

4. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par le Budget d'Investissement Public (BIP) de l'exercice 2016.

5. Consultation du dossier d'appel d'offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté dès publication du présent avis, à la Direction des Affaires Générales du Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain (Service des Marchés), sise au 9^e étage-porte 02 de l'immeuble ministériel n°1 (face Poste Centrale – Yaoundé).

6. Acquisition du dossier d'appel d'offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être retiré dès publication du présent avis, à la Direction des Affaires Générales du Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain (Service des Marchés), sise au 9^e étage-porte 02 de l'immeuble ministériel n°1 (face Poste Centrale – Yaoundé). Le retrait d'un dossier se fera sur présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de **50 000 F (Cinquante mille francs) CFA** payable au Trésor Public.

7. Remise des offres

Chaque offre, rédigée en langue française ou anglaise et en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels, devra parvenir à la Direction des affaires Générales du Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain (Service des Marchés-Bureau des offres), sise **au 2^eme étage de l'immeuble abritant le projet PDUE/MINHDU,**

situé derrière la DGSN à LONGKAK-Yaoundé (bâtiment blanc aux balcons rouges), au plus tard le 23 AOUT 2016 à 13 heures, heure locale. Les Offres devront porter la mention :

*« Avis d'appel d'offres national ouvert N° 036 /AONO/MINHDU/CMPM/2016 du 02 Août 2016
relatif à la fourniture de matériel informatique et bureautique au Ministère de
l'Habitat et du Développement Urbain (en procédure d'urgence)*

Financement : BIP MINHDU - Exercice 2016

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

8. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par un établissement bancaire agréé par le Ministre chargé des Finances, valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres. Le montant de la caution est fixé ainsi qu'il suit :

- lot 1 : 750 000 F (Sept Cent Cinquante Mille francs) CFA ;
- lot 2 : 750 000 F (Sept Cent Cinquante Mille francs) CFA ;

9. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les pièces administratives exigées doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par les services émetteurs, conformément aux stipulations du RPAO.

Elles devront obligatoirement dater d'au plus trois (03) mois à l'ouverture des plis ou avoir été établies postérieurement à la date de publication de l'Avis d'Appel d'offres.

Toute offre non-conforme aux prescriptions du présent avis et du DAO sera déclarée irrecevable.

10. Ouverture des offres

L'ouverture des offres se fera en un seul temps **le 23 AOUT 2016 à partir de 14 heures, heure locale**, par la Commission Ministérielle de Passation des Marchés du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, siégeant sise au **2ème étage de l'immeuble abritant le projet PDUE/MINHDU, situé derrière la DGSN à NLONGKAK-Yaoundé (bâtiment blanc aux balcons rouges)**.

Seuls les soumissionnaires ou leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance du dossier peuvent assister à cette séance d'ouverture.

11. Délai de livraison

Le délai maximum de livraison prévu par le Maître d'Ouvrage pour la fourniture des équipements est de **quarante (45) jours**.

12. Critères d'évaluation

12.1. Critères éliminatoires

Les principaux critères éliminatoires sont :

- fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- dossier non conforme aux prescriptions du DAO ;
- dossier administratif incomplet pour absence de l'une des pièces exigées ;
- Non-conformité par rapport aux spécifications techniques ;
- Non-respect du délai de livraison prescrit ;
- omission dans l'offre d'un prix unitaire quantifié ;
- omission du sous-détail d'un prix quantifié ;
- dossier ayant obtenu au terme de l'analyse technique moins de 05 oui sur 07.

12.2. Critères essentiels

Les détails de ces critères essentiels sont précisés dans la grille d'évaluation figurant au Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

L'évaluation des offres techniques sera faite suivant le système binaire (oui/non) sur la base des critères essentiels de qualification ci-dessous :

- Capacité financière du soumissionnaire 03 éléments ;
- Conformité de la fourniture par rapport aux termes de la Commande 02 éléments ;
- Références du soumissionnaire 02 éléments

Seuls les soumissionnaires qui auront obtenu au moins 05 éléments positifs sur 07 seront jugés techniquement qualifiés et admis à l'analyse financière.

13. Attribution

Le marché sera attribué au soumissionnaire dont l'offre, présentant des capacités administratives et techniques satisfaisantes, sera jugée la moins disante.

Un même soumissionnaire ne peut être attributaire de plus d'un lot.

14. Durée de validité des offres

La durée de validité des offres est de quatre vingt dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour leur remise.

15. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès de la Direction des Affaires Générales (Service des Marchés).

16. Additif à l'appel d'Offres

Le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain se réserve le droit, en cas de nécessité, d'apporter toute autre modification ultérieure utile au présent appel d'offres.

Yaoundé, le 02 AOÛT 2016

*LE MINISTRE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN
MBWENTCHOU Jean Claude*

Open national invitation to tender N° 036 /AONO/MINH DU /CMPM/2016 of 02nd August 2016 for the supply of computer and office equipment for Ministry of Housing and Urban Development (urgency procedure)

Financing: Public Investment Budget – 2016 FINANCIAL YEAR

1. Subject of the tender

On behalf on the Government of the Republic of Cameroon, the Minister of Housing and Urban Development, contracting authority, issues in urgency procedure an open National Invitation to Tender for the supply of computer and office furniture for MINH DU services.

2. Nature of contract

The services of the present invitation to tender comprise the supply of the equipment, transport, handling and the reception. These services are divided into two (2) lots as follows:

Lot 1:

- Micro-Computers	20 units
- Voltage Regulator	12 units

Lot 2 :

- Copier of type Canon IR 3225	02 units
- Copier of type Canon IR 2318	05 units
- Copier of type Canon IR 2202 N	08 units
- Uninterruptible Power Supply	20 units
- Laser Printer of type HP pro 400 DN	15 units

3. Participation and origin

Participation in this present invitation to tender is open to all companies regularly based in Cameroon.

4. Financing

The works under this invitation to tender shall be financed by the Public Investment Fund of budgetary year 2016.

5. Consultation of the tender document

The tender document may be consulted upon publication of this tender invitation, at the Department of General Administration (Contracts Service) of the Ministry of Housing and Urban Development located on the 9th floor-door 02, of ministerial building N°1 (opposite the Central Post Office).

6. Acquisition of the tender document

The document shall be obtained upon publication of this tender invitation, at the Department of General Administration (Contracts Service) of the Ministry of Housing and Urban Development located on the 9th floor-door 02, of ministerial building N°1 (opposite the Central Post Office). The document shall be obtained upon presentation of a receipt testifying the payment of a non-refundable sum of CFA fifty thousand (50.000) francs to the Public Treasury.

7. Submission of tenders

Each bid, drafted in English or French in seven (7) copies, that is, one (1) original and six (6) copies labelled as such, should be forwarded to the Department of General Administration (Contracts Service - tenders office), of the Ministry of Housing and Urban Development, located on the 2nd floor of the PDUE project/MINH DU building, behind the DGSN at LONGKAK-Yaoundé (white building with red balcony), not later than 23th AUGUST 2016 at 01 p.m., local time. The bids deposited against a receipt must be labelled as follows:

“Open national invitation to tender N° 036 /AONO/MINH DU /CMPM/2016 of 02nd August 2016 for the supply of computer and office equipment for Ministry of Housing and Urban Development (urgency procedure)

Financing: Public Investment Budget – 2016 FINANCIAL YEAR

To be opened only during the evaluation session”

8. Provisional guarantee

Each bidder shall attach in their administrative document, a provisional guarantee, issued by a banking institution approved by the Minister in charge of Finance, valid within (30) thirty days from the date of publication of bids.

The amount of the guarantee is fixed for each lot as follows:

- lot 1 : 750 000 F (Seven hundred and fifty thousand francs) CFA ;
- lot 2 : 750 000 F (Seven hundred and fifty thousand francs) CFA ;

9. Admissibility of bids

Subject to rejection, the other administrative documents required must be produced in originals or certified true copies by the issuing services, in conformity with the stipulations of the RPAO.

They must obligatorily be dated at most (3) three months prior to the submission date of bids or having been established after the signature date on the tender notice.

Any bids not complying with the prescriptions of the tender invitation documents shall be declared inadmissible.

10. Opening of bids

Bids shall be opened only once on 23th AUGUST 2016 as from 02 p.m, local time, by the Tenders' Board of the Ministry of Housing and Urban Development, meeting on the 2nd floor of the PDUE project/MINH DU building, behind the DGSN at LONGKAK-Yaoundé (white building with red balcony).

11. Delivery deadline

The maximum delivery deadline set by the contracting authority for the supply of the equipment is (45) forty five days.

12. Evaluation criteria

12.1. Eliminary criteria

The main eliminary criteria are:

- False declaration or forged documents;
- Non-conformity of file to the tender documents;
- Incomplete administrative document or non-compliance of Bid with the specifications of the Bidding document required;
- Non-compliance with technical specifications;
- Non-compliance with the delivery deadline prescribe;
- Omission of a quantified price in the price list;
- Omission of sub-details of a quantified unit price;
- Document obtaining less than 5 out of 7 'yes' after analysis of the technical document.

12.2. Essential criteria

Details of these essential criteria are found in the evaluation grid featuring in the RPAO.

Evaluation of technical documents shall be done in a binary form on the basis of the essential criteria of qualification below:

- | | |
|---|------------|
| - Bidders financial capacity | 3 elements |
| - Conformity of the supplies in respect of the terms of order | 2 elements |
| - References | 2 elements |

Only bidders who would have obtained 5 positive elements on 7 will be declared qualified to take part in the financial analysis.

13. Award

The contract shall be awarded to the lowest bidders fulfilling the necessary administrative and technical requirements. The same bidder cannot be awarded more than one (1) lot.

14. Duration of tender validity

The tender shall be valid for 90 (ninety) days with effect from their submission deadline.

15. Further information

Further information can be obtained at the Department of General Administration (Contracts Service), located on the 9th floor of ministerial building N°1 (opposite the Central Post Office).

16. Additive to the tender.

The Minister of Housing and Urban Development reserves the right, when necessary, to carry out any modification deemed useful to the present invitation to tender.

Yaounde, on 02nd AUGUST 2016

*LE MINISTRE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN
MBWENTCHOU Jean Claude*

Autres Fournitures

CFC

**Avis de consultation N°01/DC/CFC/CIPM/2016 du 16 Juin 2016 pour la fourniture des équipements de cuisine au
Crédit Foncier du Cameroun**

Le Directeur Général du Crédit Foncier du Cameroun communique :

Les soumissionnaires intéressés par la demande de cotation dont l'objet est repris en marge, sont informés du report de la date limite de dépôt des offres au Jeudi 04 Août 2016 à 13 heures précises.

L'ouverture des offres aura lieu ce même jour, à 14 heures précises, dans la salle de réunion du 5^e étage, porte 502.

Ils sont par ailleurs invités à se rapprocher de la Direction des Affaires Générales, 3^e étage, porte 302 pour prendre connaissance des amendements apportés à certaines dispositions de ladite demande de cotation.

*Yaoundé, le 21 Juillet 2016
Le Directeur Général*

Maîtrise d'œuvre et Contrôle

CFC

Avis d'appel d'offres national N°007/AONO/CFC/CIPM/2016 du 16 Juin 2016 pour l'extension du contrôle d'accès et de gestion des temps de présence dans les agences du Crédit Foncier du Cameroun

Le Directeur Général du Crédit Foncier du Cameroun communique :

Les soumissionnaires intéressés par l'avis d'appel d'offres dont l'objet est repris en marge, sont informés du report de la date limite de dépôt des offres au Vendredi 05 Août 2016 à 13 heures précises.

L'ouverture des offres aura lieu ce même jour à 14 heures précises dans la salle de réunion du 5^e étage, porte 502.

Ils sont par ailleurs invités à se rapprocher de la Direction des Affaires Générales, 3^e étage, porte 302 pour prendre connaissance des amendements apportés à certaines dispositions dudit dossier d'appel d'offres.

Yaoundé, le 21 Juillet 2016
Le Directeur Général

MINHDU

Avis appel d'offres national restreint N° 037 /AONR/MINHDU/CMPPM/2016 du 02 Aout 2016 pour le contrôle et la surveillance des travaux d'entretien des voiries revêtues ou en terre dans les villes de Misaje et Njinikom (en procedure d'urgence)

Financement : Fonds Routier- Exercice 2016

Le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain, Maître d'Ouvrage et Autorité Contractante, lance un Appel d'Offres National Restreint pour la réalisation des prestations sus-indiquées.

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le présent Appel d'Offres a pour objet le contrôle et la surveillance des travaux d'entretien des voiries revêtues ou en terre dans les villes de MISAJE et NJINIKOM.

2. Allotissement

Les prestations sont regroupées en **un (01) lot unique** ainsi qu'il suit :

N° de lot	Villes
1	MISAJE, NJINIKOM

3. Participation et origine

La participation à cet appel d'offres est restreinte aux Bureaux d'Etudes techniques ci-après cités, pré qualifiés au terme de l'appel à manifestation d'intérêt N° 000987/ASMI/MINHDU/ 2016, pour le recrutement des BET pour les études techniques, le contrôle et la surveillance des travaux d'entretien, de réhabilitation ou de construction des voiries en terre ou revêtues dans certaines villes du Cameroun. Il s'agit de :

N°	B E T	ADRESSE
1	LE COMPETING BET	BP : 6718 Douala, Tél: 22 21 59 88 / 99 50 11 77
2	ETS KAMAG SARL	BP : 30 416 Yaoundé, Tél : 242 00 41 53 / 699 91 42 81
3	CADEK	BP.: 3914 Douala, Tél: 33 43 89 71
4	Gpt PYRAMIDE INTER/ MATURIS	BP.: 11681 Yaoundé, Tél: 22 23 31 92
5	CGV ENGINEERING Sarl	BP: 11 634 Yaoundé, Tél: 222 31 83 48/ 699 85 29 11

6	INTEGRA BET SARL	BP : 5324 Yaoundé, Tél : 99 92 91 50
7	UNITA CONTRACTORS CO LTD	BP : 2152 Bamenda , Tél. 673 21 97 47 / 695 44 46 50
8	Gpt NEK Cameroun / I2GC	BP : 25 129 Yaoundé Tél. : 699 787 973 / 243 733 627
9	GPT WILLIAMS FRU BAMBUIY ENGINEERING SERVICES & TECHNIQUES	BP 2709 Douala Tél. : 696 123 563 /233 394 570
10	TECHNICIS SARL	BP : 14 542 Yaoundé Tél. 677 77 17 88
11	BERED SARL	BP : 5859 Yaoundé ; Tél : 22 14 11 70 / 99 41 92 00
12	CERBAT	BP 13 250 Yaoundé Tél : 22 31 37 12 / 77 11 02 50
13	DCE	BP : 510 Yaoundé Tél. 677 62 14 22 / 694 50 34 56

NB : Les candidats de la liste restreinte ne peuvent pas s'associer en groupement.

4. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le FONDS ROUTIER - Exercice 2016.

5. Délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé à **cinq (05) mois**.

6. Acquisition du dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté et retiré dès publication du présent avis, à la Direction des Affaires Générales du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain (Service des Marchés) sise au **9^e étage-porte 02 de l'immeuble ministériel n°1 (face Poste Centrale – Yaoundé)**. Le retrait d'un dossier se fera sur présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de **Trente Mille (30.000)** payable au Trésor Public.

7. Remise des offres

Chaque offre, rédigée en langue française ou anglaise et en six (06) exemplaires dont un (01) original et cinq (05) copies marqués comme tels, devra parvenir sous plis fermés, **au Service des Marchés (Bureau des offres) du MINHDU, sis au 2^{ème} étage de l'immeuble abritant le projet PDUE/MINHDU, situé derrière la DGSN à LONGKAK-Yaoundé (bâtiment blanc aux balcons rouges), au plus tard le 23 AOUT 2016 à 13 heures, heure locale**. Les offres devront porter la mention :

« Avis appel d'offres national restreint N° 037 /AONR/MINHDU/CMPM/2016 du 02 Aout 2016 pour le contrôle et la surveillance des travaux d'entretien des voiries revêtues ou en terre dans les villes de Misaje et Njinikom (en procédure d'urgence) »

Financement : Fonds Routier- Exercice 2016

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

Les offres parvenues après l'heure ou la date indiquées ci-dessus seront irrecevables.

8. Cautionnement Provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, un cautionnement provisoire délivré par un établissement bancaire de premier ordre agréé par le Ministère en charge des Finances, dont le montant est fixé ainsi qu'il suit pour chacun des lots :

N° de lot	Villes	Montant du Cautionnement provisoire (FCFA)
1	MISAJE, NJINIKOM	410 000

Sous peine de rejet, le cautionnement provisoire devra être impérativement produit en original datant d'au plus trois (03) mois. Il sera libéré d'office après la publication des résultats d'attribution des lots pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Pour le soumissionnaire attributaire du marché, ce cautionnement sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

9. Durée de validité des offres

La durée de validité des offres est de quatre-vingt dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour leur remise

10. Ouverture des offres

L'ouverture des offres s'effectuera en deux phases, à savoir : l'ouverture des offres administratives et techniques (1ère phase) et l'ouverture des offres financières (2ème phase).

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques aura lieu le **23 AOUT 2016 à partir de 14 heures, heure locale** à la salle de réunion de la Commission Ministérielle de Passation des Marchés du MINHDU, sise **au sis au 2ème étage de l'immeuble abritant le projet PDUE/MINHDU, situé derrière la DGSN à LONGKAK-Yaoundé (bâtiment blanc aux balcons rouges)**. Seuls les soumissionnaires ou leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance du dossier peuvent assister à cette séance d'ouverture.

Celle des offres financières aura lieu au terme de l'analyse des offres techniques et seuls les soumissionnaires ayant obtenu une note minimale de 70 points sur 100 seront invités à y assister.

11. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par les services émetteurs, selon le cas et suivant les prescriptions du Règlement Particulier du présent appel d'offres. Elles devront être datées d'au plus trois mois à l'ouverture des plis ou établies postérieurement à la date de publication de l'avis d'appel d'offres.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable.

12. Critères d'évaluation des offres

Critères éliminatoires

- Dossier administratif incomplet ou pièce non-conforme aux prescriptions du DAO ;
- Offre technique incomplète pour :
 - b1) Non production de la preuve d'inscription à l'ONIGC du Chef de mission pour l'année en cours;*
 - b2) Absence d'un chef de mission Ingénieur de Génie Civil ayant au minimum BAC+3, dix années d'expérience générale au moins et ayant assuré en tant que Chef de Mission le contrôle d'au moins 2 projets d'entretien de voiries urbaines ;*
 - b3) Non justification du contrôle au cours des dix dernières années d'au moins un projet d'entretien de voiries urbaines d'un montant des travaux supérieur ou égal à 100 millions ;*
 - b4) Absence d'un contrat de sous-traitance géotechnique pour les BET n'ayant pas de laboratoire géotechnique agréé ou absence de la copie de l'agrément pour les BET qui en disposent ;*
 - b5) Absence d'une note méthodologique d'exécution des prestations ;*
- Note technique inférieure à 70 points sur 100 ;
- Utilisation d'un CV ou diplôme d'un fonctionnaire sans mise en disponibilité ;
- Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- Découverte d'un double statut (Entrepreneur et BET) dans les activités du soumissionnaire dans le cas des travaux liés à cet appel d'offres
- Omission dans l'offre d'un prix unitaire quantifié ;
- Absence du sous-détail d'un prix quantifié.

Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite suivant les trois critères essentiels ci-après définis :

- Personnel d'encadrement **(45 points)**
- Moyens techniques et matériels **(25 points)**
- Références du BET **(30 points)**

Cette évaluation a pour objet de faire ressortir les offres techniques recevables, c'est-à-dire celles dont les notes obtenues seront supérieures ou égales à 70 points.

Les détails de ces critères essentiels sont précisés dans la grille de notation.

13. Attribution

Le soumissionnaire présentant l'offre la mieux-disante, c'est-à-dire celle ayant obtenu la note globale la plus élevée selon

la formule de pondération suivante : $Nf = (70 \times Nt + 30 \times Nf) / 100$ sera déclarée attributaire.

14. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès de la Direction des Opérations Urbaines du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sise au **7^e étage-porte 06 de l'immeuble ministériel n°1 (face Poste Centrale – Yaoundé)**, aux heures ouvrables.

15. Additif à l'appel d'offres

Le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain se réserve le droit en cas de nécessité, d'apporter toute autre modification ultérieure utile au présent appel d'offres.

Yaoundé, le 02 AOÛT 2016

LE MINISTRE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN
MBWENTCHOU Jean Claude

Restricted national invitation to tender N° 037 /AONO/MINH DU/CMPM/16 of 02nd AUGUST 2016 for the control and supervision of maintenance works on some road in the towns of Misaje and Njinikom (urgency procedure)

Financing: Road Fund 2016

The Minister of Housing and Urban development, contracting authority, **launches in urgency procedure** a restricted national invitation to tender for the above mentioned operations.

1. Object:

The object of this tender invitation is the control and supervision of maintenance works on some road stretches in the towns of MISAJE and NJINIKOM.

2. Allotment

The services are grouped into **a single (01) lot** as follows:

N° of lot	Towns
11	MISAJE, NJINIKOM

3. Participation and origin

Participation in this bid invitation shall be restricted to the Technical Consultancies below short-listed within the framework of Expression of Interest No.000987/ASMI/MINH DU/ 2016 for the technical studies, control and supervision of maintenance, rehabilitation or construction of untarred or tarred roads of some towns in Cameroon.

There are:

N°	CONSULTANTS	ADRESSES
1	LE COMPETING BET	BP. : 6718 Douala, Tél: 22 21 59 88 / 99 50 11 77
2	ETS KAMAG SARL	BP : 30 416 Yaoundé, Tél : 242 00 41 53 / 699 91 42 81
3	CADEK	BP.: 3914 Douala, Tél: 33 43 89 71
4	Gpt PYRAMIDE INTER/MATURIS	BP.: 11681 Yaoundé, Tél: 22 23 31 92
5	CGV ENGINEERING Sarl	BP: 11 634 Yaoundé, Tél: 222 31 83 48/ 699 85 29 11
6	INTEGRA BET SARL	BP. : 5324 Yaoundé, Tél : 99 92 91 50
7	UNITA CONTRACTORS CO LTD	BP : 2152 Bamenda , Tél. 673 21 97 47 / 695 44 46 50
8	Gpt NEK Cameroun / I2GC	BP : 25 129 Yaoundé Tél. : 699 787 973 / 243 733 627
9	GPT WILLIAMS FRU BAMBUIY ENGINEERING SERVICES & TECHNIQUES	BP 2709 Douala Tél. : 696 123 563 /233 394 570
10	TECHNICIS SARL	BP : 14 542 Yaoundé Tél. 677 77 17 88
11	BERED SARL	BP : 5859 Yaoundé ; Tél : 22 14 11 70 / 99 41 92 00
12	CERBAT	BP 13 250 Yaoundé Tél : 22 31 37 12 / 77 11 02 50
13	DCE	BP. : 510 Yaoundé Tél. 677 62 14 22 / 694 50 34 56

4. Financing

The works under this tender shall be financed by **Road Fund, financial year 2016**.

5. Execution deadline

The maximum deadline for each lot shall be five **(05)** months

6. Acquisition of the tender invitation documents

The tender documents may be consulted during working hours, upon publication of this tender invitation, at the Department of General Administration of the Ministry of Urban Development and Housing (Contracts award Service) located on the 9th floor, room 02 of the ministerial building N°1 (opposite the central post office). The document shall be obtained from the place of its consultation, against presentation of a receipt testifying to the payment of a non-refundable sum of CFA **thirty thousand (CFA 30.000 F) Francs**, payable to the Public Treasury.

7. Submission of tenders

Each tender, drafted in English or French in six (06) copies, that is, one (01) original and five (05) copies labelled as such, should be forwarded to the Contract Service, located at the **2nd floor of the PDUE project/MINH DU building, behind the DGSN at LONGKAK-Yaoundé (white building with red balcony), not later than 23th AUGUST 2016 at 1 pm, local time**. The tenders shall be labelled as follows:

“Avis appel d’offres national restreint N° 037 /AONR/MINH DU/CMPM/2016 du 02 Aout 2016 pour le contrôle et la surveillance des travaux d’entretien des voiries revêtues ou en terre dans les villes de Misaje et Njinikom (en procédure d’urgence)”

Financement : Fonds Routier- Exercice 2016

To be opened only during the opening session”

8. Provisional Guarantee

Each bidder shall include in their administrative documents a provisional guarantee issued by a first class banking institution approved by the Minister in charge of Finance. The amount of the guarantee per lot shall be as follows:

N° of lot	Towns	Provisional guarantee
1	MISAJE, NJINIKOM	410 000

Subject to being rejected, the provisional guarantee shall be obligatorily produced in the original dated not more than three (03) months old. For unsuccessful bidders, the provisional guarantee shall be automatically released latest 30 days after the expiry of tender validity. For successful bidders, it shall be released only after the definitive guarantee has been constituted.

9. Duration of tender validity

The tenders shall be valid for 90 (ninety) days with effect from their submission deadline.

10. Opening of bids

The tenders shall be opened in two phases:

Administrative and technical bids shall be opened **on the 23th AUGUST 2016 as from 2 pm, local time**, by the Tenders Board of the Ministry of Housing and Urban Development meeting on the **2nd floor of the PDUE project/MINH DU building, behind the DGSN at LONGKAK-Yaoundé (white building with red balcony)**. Only bidders or their duly authorised and well informed representatives shall attend this session.

Financial bids shall be opened after technical assessment thereof and only bidders who ear 70 points out of 100 shall be invited to attend the session.

11. Tender admissibility

Subject to rejection, only originals or certified copies of the required administrative documents shall be accepted, in accordance with the specifications of the Special Tender Regulations.

Any bid not complying with this tender invitation and the Tender Invitation Documents shall be declared inadmissible.

12. Assessment criteria

Eliminatory criteria

- Incomplete administrative file and document in non-conformity with the prescriptions of the Tender;
- Incomplete technical bid for:
 - *Non presentation of a proof testifying to registration with ONIGC for the chief of mission with the current year;*
 - *Absence of a Chief of Mission Civil Engineer with at least a bachelor degree, ten years of general experience and having at least insured as Chief of Mission the control of at least two maintenance projects urban roads;*
 - *No justification of control over the last decade of at least a maintenance of urban roads project with an amount greater than or equal to 100 million;*
 - *Absence of a contract for geotechnical activities for Technical Consultancy that has a non-approved geotechnical laboratory or absence of the copy of the authorization for the Technical Consultancy who have;*
 - *Absence of a methodological note for the services to be performed;*
- Technical note less than 70 points out of 100;
- Using a CV or diploma of a civil servant without official layoff;
- False or forged documents;
- Discovery of a dual status (Entrepreneur and Technical Consultancy) in the activities of the applicant in case of work related to the tender;
- Omission in the Bid of a quantified unit price;
- Absence of the sub-detail of a quantified price.

Essential criteria

The assessment of technical bids shall be based on the following three essential criteria listed below:

- Managerial personnel (45 points)
- Technical equipment and resources (25 points)
- References of the Consultancy (30 points)

The assessment aims at screening consultancies that present bids in conformity with set standards, i.e. whose score is more than or equal to 70 points.

Details of these essential criteria are specified in the assessment grid.

13. Award of contract

The contract specified in this Bid invitation shall be awarded to the best bidder that meets the requisite of the formula below:

$$\text{Final mark} = (70 \times \text{technical score} + 30 \times \text{financial score}) / 100$$

14. Further information

Additional technical information may be obtained from the Department of Urban Development of Ministry of Housing and Urban Development, located at the 7th floor-door 06 of the ministerial building N°1 (opposite the Yaoundé central post office).

15. Amendment to the invitation to tender.

The Minister of Housing and Urban Development reserves the right, if necessary, to subsequently amend this invitation to tender.

Yaoundé, on 02nd AUGUST 2016

LE MINISTRE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN
MBWENTCHOU Jean Claude

Autres Services et Prestations Intellectuelles

MINEFOP

Communiqué de Presse N°065/CP/MINEFOP/SG/DAG/2016 du 29 Juillet 2016 Portant Avis Appel D'offres National Restreint N°012/AONR/MINEFOP/SG/DAG/2016 du 29 Juillet 2016 en vue du recrutement d'un consultant pour l'organisation du carrefour des métiers et de la bourse de l'emploi, édition 2016 « en procédure d'urgence »

1.-Objet

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle lance, en procédure d'urgence, un Appel d'Offres National Restreint en vue du recrutement d'un Cabinet pour l'organisation du Carrefour des métiers et de la bourse de l'emploi, édition 2016.

2. Consistance des prestations

Les prestations, objet du présent Avis d'Appel d'offres consistent à :

- Mettre à la disposition des différents publics cibles une information fiable et actualisée, à travers les échanges avec les professionnels de la formation professionnelle, les entreprises et les organisations professionnelles, en vue de leur permettre d'élaborer des plans de formation ou des projets professionnels ;
- Promouvoir les métiers et susciter des vocations et de nouvelles formations professionnelles ;
- Susciter une culture de l'orientation professionnelle chez les populations cibles ;
- Opérer des recrutements en direct pendant la durée de l'évènement.

3- Allotissement

Cet Appel d'Offres n'est pas loti.

4. Coût prévisionnel

Le montant prévisionnel de ce projet est de **Quarante millions (40 000 000) F CFA.**

5. Participation

La participation au présent Appel d'Offres est restreinte aux Cabinets ci-après pré qualifiés suite à l'Avis d'Appel à Manifestation d'intérêt N°005/AAMI/MINEFOP/SG/DAG/2016 du 1^{er} juin 2016.

N°	CABINET	ADRESSE
1	INTELL MS & ASSOCIES CONSULTING	B.P : 67 46 YAOUNDE ; Tél : 676 746 067/691 522 448
2	CIBLE	B.P : 50 58 DOUALA ; Tél : 675 766 958/655 926 323

6. Financement

Les prestations, sont financées sur le Budget du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de l'exercice 2016, **imputation : 50 35 453 04 330001 6187 451.**

7. Cautionnement provisoire

Sous peine de rejet, chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par un établissement financier agréé par le Ministre des finances et dont la liste figure dans la pièce 11 du DAO, d'un montant **de huit cent mille (800 000) francs CFA** valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

Les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative (Préfet, Sous-préfet,...), conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront être obligatoirement datées de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un établissement financier agréé par le Ministre des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres.

8- Consultation et retrait du dossier d'appel d'offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté et retiré au Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle à la **Direction des Affaires Générales à l'immeuble ministériel de Nlongkak, Tél : 222 200 339 Fax : 222 202 806** dès publication du présent avis, sur présentation du reçu de paiement au trésor public d'une somme non remboursable de **35 000 (trente-cinq mille) francs CFA** représentant les frais d'achat du dossier.

9. Recevabilité des offres

Les offres rédigées en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels, conformes aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres, devront être déposés avec accusé de réception **au Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Direction des Affaires Générales à l'immeuble ministériel de Nlongkak, Tél : 222 200 339 Fax : 222 202 806, le vendredi 25 août 2016 à 13 heures précises.**

Les plis fermés contenant les offres ne devront porter que la mention :

« Communiqué de Presse N°065/CP/MINEFOP/SG/DAG/2016 du 29 Juillet 2016 Portant Avis Appel D'offres National Restreint N°012/AONR/MINEFOP/SG/DAG/2016 du 29 Juillet 2016 en vue du recrutement d'un consultant pour l'organisation du carrefour des métiers et de la bourse de l'emploi, édition 2016 « en procédure d'urgence »

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

NB : Les chèques, même certifiés, ne sont pas acceptés en lieu et place des cautions de soumission.

10- OUVERTURE DES OFFRES

L'ouverture des offres se fera en deux (02) temps :

-les offres administratives et techniques seront ouvertes par la **Commission Ministérielle de Passation des Marchés**, dans la salle des réunions du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, **sise au 1^{er} étage, de l'immeuble ministériel de Nlongkak, le 25 août 2016 à 14h 00, heure locale**, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance du dossier.

-les offres financières seront ouvertes dans les mêmes conditions, à une date ultérieure qui sera communiquée aux soumissionnaires ayant été qualifiés à l'issue de l'évaluation technique.

11. Délai d'exécution

Le délai d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation desdites prestations est de un **(01) mois**, à partir de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le démarrage de l'exécution des prestations.

12- Critères d'évaluation

12.1. Critères éliminatoires

- 1) Absence d'une pièce au dossier administratif ;
- 2) Non-conformité d'une pièce administrative après épuisement du moratoire réglementaire de 48 heures ;
- 3) Fausses déclarations, substitution ou Pièces falsifiées ;
- 4) Expérience non requise dans l'organisation des événements similaires (le cabinet devra disposer des preuves d'avoir déjà organisé au moins un événement) ;
- 5) Non-conformité du dossier technique ou financier ;
- 6) Présence dans le dossier technique des informations financières ;
- 7) Note inférieure à 20/30 sur le plan de travail et la méthodologie proposé par rapport aux Termes de Référence ;
- 8) Note technique inférieure à 70 points sur 100.

12.2. Critères essentiels

- Qualification et référence du personnel clé pour la mission	40 points ;
- Plan de travail et méthodologie proposé par rapport aux TDR	30 points ;
- Référence du Bureau d'Etudes	20 points ;
- Présentation de l'offre	05 points ;
- Moyens techniques et matériels	05 points
TOTAL	100 Points

Seules les offres techniques qui auront obtenu au moins 70 points sur 100 à l'issue de cette évaluation seront retenues pour la suite de la procédure.

13- Methode de selection du cabinet

Le score technique (St) minimum requis est de 70 points sur 100.

Le Marché sera attribué au soumissionnaire administrativement et techniquement qualifié qui aura produit l'offre la mieux disante par combinaison des notes techniques et financières. La meilleure offre est celle qui aura la note globale la plus élevée.

$$N = \frac{70 \times \text{Note technique (Nt)} + 30 \times \text{Note financière (Nf)}}{100}$$

La note financière (Nf) est obtenue de la façon suivante :

Soit Fm le montant de la proposition financière la moins disante, sa note financière sera prise égale à 100 points. Les notes des autres soumissionnaires calculées à partir de la note financière de la proposition la moins disante et sera obtenue par la formule :

$$Nf = \frac{100 \times Fm}{F}$$

F

Fm= le montant de la proposition la moins disante

F= le montant de la proposition considéré.

14. Attribution du marche

Le Marché sera attribué au soumissionnaire dont l'offre sera la mieux disante.

15- Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période de **quatre-vingt-dix (90) jours**, à compter de la date limite fixée pour le dépôt de ces dernières.

16- Renseignements complémentaires

Pour toute information complémentaire relative au présent Appel d'Offres, les Cabinets pré qualifiés peuvent s'adresser à la **Direction des Affaires Générales du MINEFOP, sis au 3^{ème} étage de l'Immeuble ministériel de Nlongkak à Yaoundé**
Tel : 222 200 349/222 204 581

*LE MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE
Zacharie PEREVET*

Communique de Presse N°064/CP/MINEFOP/SG/DAG/2016 du 29 Juillet 2016 Portant Appel d'Offres National Ouvert N°013/AONO-PU/MINEFOP/SG/DAG/2016 du 29 juillet en vue du recrutement d'un cabinet d'etudes charge de la poursuite de la mise en place du système de validation des acquis de l'expérience « en procedure d'urgence »

1.Objet

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle lance, en procédure d'urgence, un Appel d'Offres National Ouvert en vue du recrutement d'un Cabinet d'Etudes chargé de la poursuite de la mise en œuvre du système de validation des acquis de l'expérience (VAE).

2. Consistance des prestations

Les prestations, objet du présent Avis d'Appel d'offres consistent en la consolidation et la soumission à la validation des projets de cadre réglementaires du dispositif de validation des acquis de l'expérience au Cameroun.

A cet effet, le Cabinet devra :

- organiser dans un cadre propice, un atelier de relecture, d'enregistrement et de pré validation des différents avant-projets élaborés en 2013 ;
- faciliter la participation aux travaux de l'atelier des responsables-focaux en charge de la formation professionnelle et des autres administrations publiques, privées et des organisations professionnelles invitées ;
- faire la mise en forme des textes pré validés selon les canons juridiques et réglementaires en la matière et les traduire en langue anglaise ;
- organiser, au Centre de formation professionnelle d'excellence de Douala une session de validation des acquis de l'expérience dans les métiers ci-après :
 - * Réparation automobile ;
 - * Secrétariat de direction ;
 - * Electrotechnique.
- * Organiser une cérémonie de présentation officielle des projets de textes sous la présidence du Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

3- Allotissement

Cet Appel d'Offres n'est pas loti.

4. Coût prévisionnel

Le montant prévisionnel de ce projet est de **Quinze millions (15 000 000) F CFA**.

5. Participation

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à tous les Cabinets ou Bureaux d'Études installés au Cameroun et qualifiés dans le domaine de l'ingénierie de la formation professionnelle et de l'évaluation certificative des formations professionnelles, du droit de l'éducation et du travail.

6. Financement

Les prestations, sont financées sur le Budget d'Investissement Public du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de l'exercice 2016, **imputation : 50 35 453 03 330001 2026 451**.

7. Cautionnement provisoire

Sous peine de rejet, chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par un établissement financier agréé par le Ministre des finances et dont la liste figure dans la pièce 11 du DAO, d'un montant **de trois cent (300 000) francs CFA** valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

Les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative (Préfet, Sous-préfet,...), conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront être obligatoirement datées de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un établissement financier agréé par le Ministre des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres.

8- Consultation et retrait du dossier d'appel d'offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté et retiré au Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle à la **Direction des Affaires Générales à l'immeuble ministériel de Nlongkak, Tél : 222 200 339 Fax : 222 202 806** dès publication du présent avis, sur présentation du reçu de paiement au trésor public d'une somme non remboursable de **25 000 (vingt-cinq mille) francs CFA** représentant les frais d'achat du dossier.

9.Recevabilite des offres

Les offres rédigées en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels, conformes aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres, devront être déposés avec accusé de réception **au Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Direction des Affaires Générales à l'immeuble ministériel de Nlongkak, Tél : 222 200 339 Fax : 222 202 806, le 25 août 2016 à 13 heures précises.**

Les plis fermés contenant les offres ne devront porter que la mention :

« Communiqué de Presse N°064/CP/MINEFOP/SG/DAG/2016 du 29 Juillet 2016 Portant Appel d'Offres National Ouvert N°013/AONO-PU/MINEFOP/SG/DAG/2016 du 29 juillet en vue du recrutement d'un cabinet d'études chargé de la poursuite de la mise en place du système de validation des acquis de l'expérience » en procédure d'urgence ».

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

NB : Les chèques, même certifiés, ne sont pas acceptés en lieu et place des cautions de soumission.

10- Ouverture des offres

L'ouverture des offres se fera en deux (02) temps :

- **les offres administratives et techniques** seront ouvertes par la **Commission Ministérielle de Passation des Marchés**, dans la salle des réunions du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, **sise au 1^{er} étage, de l'immeuble ministériel de Nlongkak, le 25 août 2016 à 14h 00, heure locale**, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance du dossier.
- **les offres financières** seront ouvertes dans les mêmes conditions, à une date ultérieure qui sera communiquée aux soumissionnaires ayant été qualifiés à l'issue de l'évaluation technique.

11. Délai d'exécution

Le délai d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation desdites prestations est de trois **(03) mois**, à partir de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le démarrage de l'exécution des prestations.

12- CRITERES D'EVALUATION

12.1. Critères éliminatoires

- Absence d'une pièce au dossier administratif ;
- Non-conformité d'une pièce administrative après épuisement du moratoire réglementaire de 48 heures ;
- Fausses déclarations, substitution ou Pièces falsifiées ;
- Non-conformité du dossier technique ou financier ;
- Présence dans le dossier technique des informations financières ;
- Note inférieure à 20/30 sur le plan de travail et la méthodologie proposé par rapport aux Termes de Référence ;
- Note technique inférieure à 70 points sur 100.

12.2. Critères essentiels

- Qualification et référence du personnel clé pour la mission 40 points ;
- Plan de travail et méthodologie proposé par rapport aux TDR 30 points ;
- Référence du Bureau d'Etudes 20 points ;
- Présentation de l'offre 05 points ;
- Moyens techniques et matériels 05 points

TOTAL 100 Points

Seules les offres techniques qui auront obtenu au moins 70 points sur 100 à l'issue de cette évaluation seront retenues pour la suite de la procédure.

13- Méthode de sélection du cabinet

Le score technique (St) minimum requis est de 70 points sur 100.

Le Marché sera attribué au soumissionnaire administrativement et techniquement qualifié qui aura produit l'offre la mieux disante par combinaison des notes techniques et financières. La meilleure offre est celle qui aura la note globale la plus élevée.

$$N = \frac{70 \times \text{Note technique (Nt)} + 30 \times \text{Note financière (Nf)}}{100}$$

La note financière (Nf) est obtenue de la façon suivante :

Soit Fm le montant de la proposition financière la moins disante, sa note financière sera prise égale à 100 points. Les notes des autres soumissionnaires calculées à partir de la note financière de la proposition la moins disante et sera obtenue par la formule :

$$Nf = \frac{100 \times Fm}{F}$$

F

Fm = le montant de la proposition la moins disante

F = le montant de la proposition considéré.

14. Attribution du marché

Le Marché sera attribué au soumissionnaire dont l'offre sera la mieux disante.

15- Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période de **quatre-vingt-dix (90) jours**, à compter de la date limite fixée pour le dépôt de ces dernières.

16- Renseignements complémentaires

Pour toute information complémentaire relative au présent Appel d'Offres, les Cabinets pré qualifiés peuvent s'adresser à la **Direction des Affaires Générales du MINEFOP, sis au 3^{ème} étage de l'Immeuble ministériel de Nlongkak à Yaoundé**
Tel : 222 200 349/222 204 581

LE MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE
Zacharie PEREVET

MINHDU

Avis de sollicitation à manifestation d'intérêt N° 009/ASMI/MINHDU/CP/PDVI/ASPM/07-16 du 18/07/2016 pour le recrutement d'un consultant individuel chargé de la préparation d'une étude sociale et d'un plan de développement communautaire de la jeunesse

1. Le Gouvernement de la République du Cameroun a sollicité un financement de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD)/ainsi que de l'Association Internationale de Développement (IDA), et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce financement (Fonds de Préparations) pour effectuer les paiements au titre du contrat de Consultant Individuel chargé de «**LA PREPARATION D'UNE ÉTUDE SOCIALE ET D'UN PLAN DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE LA JEUNESSE**», dans le cadre de la préparation d'un Projet urbain sur la thématique des « villes inclusives » placé sous la tutelle du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain (MINHDU).

2. Les services du Consultant sont :

Partie 1 : I Étude Sociale

➤ Résumer l'information pertinente démographique, sociale, économique et culturelle en ce qui concerne les populations, y compris les données de base qui pourraient être utilisées pour le suivi et l'évaluation (indicateurs de pauvreté, indicateurs de l'éducation, indicateur de participation des jeunes et des femmes, etc.). Cette information devrait mettre un fort accent sur les activités et les moyens de subsistance économiques et l'accès aux services de base ;

➤ Dresser une évaluation sociale rapide des communautés touchées. Examiner et analyser l'organisation des différents groupes sociaux, en fonction du statut qui leur est attribué à la naissance, en fonction des ethnies, des clans, du sexe, des localités, de la langue, de la classe, ou d'un autre paramètre, ou encore sur le statut ou leur identité originelle ou choisie. Une importance particulière sera portée à l'évaluation de la diversité sociale, incluant également l'examen de son interaction avec les relations sociales et le pouvoir, ainsi que les implications que cela a pour les questions d'accès aux valeurs sociales, les capacités et les possibilités,

➤ Procéder à une évaluation de l'accès des médias sociaux ; accessibilité des téléphones intelligents, des applications de communication d'accès aux communautés en ligne tels que Facebook, WhatsApp et d'autres données autorisées...

Partie 2 : Plan de Développement Communautaire de la Jeunesse

➤ L'objectif principal de cette tâche est d'évaluer les possibilités futures actuelles et potentielles en matière d'emploi dans les communautés urbaines, en mettant l'accent sur les activités d'infrastructure (construction de routes, systèmes de drainage, systèmes de collecte des déchets, etc.) à travers le Projet des villes inclusives. L'étude évaluera les impacts des emplois créés dans les communautés locales à travers des programmes de développement actuels et passés, y compris le PDUE, pour identifier les opportunités potentielles. L'étude permettra également d'établir des indicateurs pour mesurer l'impact.

➤ Concevoir une projection sur les emplois directs et indirects potentiels et sur la formation requise sur la base de scénarios hypothétiques, des résultats de l'évaluation et les relier aux politiques d'emploi et de développement socio-économique avec effet sur l'économie;

➤ Développer une ligne de base sur l'emploi (bâti sur la base de l'évaluation sociale) et quantifier les emplois existants dans les domaines d'intervention;

➤ En utilisant les données recueillies à partir du recensement social de base, analyser la relation entre l'emploi et le développement en mettant un accent sur la façon dont les politiques des collectivités locales et de l'investissement public et privé peuvent aider à atteindre la création d'emplois dans le cadre du Projet...

3. Le Coordonnateur de la Cellule de Préparation du Projet (Agence d'exécution auprès du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain) invite les Consultants Individuels (« Consultants ») admissibles, à manifester leur intérêt à fournir les prestations ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution desdites prestations (lettre de motivation; documentation, références de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, CV détaillé suivant modèle type Banque mondiale, copie des diplômes, copies de contrats analogues, etc.).

Les qualifications et expérience requises sont les suivantes :

➤ Maîtrise en sciences sociales (Anthropologie, Sociologie, Economie, Droits de l'homme ou des domaines connexes);

➤ Au moins 5 ans d'expérience, avec au moins 2 études conduites dans le cadre des évaluations sociales, de la participation et de la consultation communautaires ; les expériences de travail en développement urbain seront un atout ;

➤ Au moins 2 expériences de travail avec les jeunes et l'engagement communautaire seraient un atout;

➤ Maîtriser l'anglais ou le français, avec une parfaite compréhension de l'autre langue sont indispensables ;

➤ Démontrer des compétences et des aptitudes dans le travail en équipe et sous pression ;

➤ Etre prêt à voyager dans les zones du Projet à tout moment.

4. Il est porté à l'attention des Consultants que les dispositions du paragraphe 1.9 des « Directives : Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre des Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'AID » version de janvier 2011 révisée en juillet 2014 (« Directives de Consultants »), relatives aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêts sont applicables.

La conception, l'organisation des évaluations environnementales et sociales et le suivi d'enquête socio-économiques en milieu urbain et péri-urbain ; Il/Elle doit être familier des politiques de la Banque mondiale en matière de déplacement involontaire ; connaissances du pays et des milieux urbains du Cameroun. L'expérience dans le développement communautaire (incluant les groupes vulnérables) et dans l'approche participative/participation citoyenne est préféré.

☐ Un **Urbaniste** niveau Bac+5 et ayant une expérience d'au moins cinq (05) ans d'expérience dans l'aménagement urbain ;

☐ Un **ingénieur en génie Civil routier** de niveau Bac+5 et ayant une expérience d'au moins trois (03) ans et justifiant d'une bonne expérience dans les études d'impact environnemental et social ; bonnes connaissances sur les nouvelles techniques et technologies et construction des routes.

5. Il est porté à l'attention des consultants que les dispositions du paragraphe 1.9 des « Directives : Sélection et l'emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre des Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'IDA » version de janvier 2011 révisée en juillet 2014 (« Directives de Consultants »), relatives aux règles de la Banque Mondiale en matière de conflit d'intérêts sont applicables.

6. Les consultants peuvent s'associer avec d'autres firmes pour renforcer leurs compétences respectives sous la forme d'un groupement solidaire ou d'un accord de sous-traitance.

7. Un Consultant sera sélectionné selon la méthode « Qualification de consultant » telle que décrite dans les directives de Consultants.

8. Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires aux heures suivantes : 08 heures à 15 heures, heure locale, et à l'adresse ci-dessous :

Cellule de Préparation du Projet Villes Inclusives,

4^{ème} étage Sise Immeuble derrière la DGSN à Yaoundé

B.P. 615, Yaoundé (Poste Centrale) Cameroun,

Tél : (237) 242 02 97 34 / (237) 237 78 29 87

E-mail : minduh_pdue@yahoo.fr, avec copie à polessonevahoo.fr ; andreemaga@hotmail.com.

9. Les manifestations d'intérêt, rédigées en français ou en anglais, doivent parvenir/être déposés en personne, par courrier, ou par courrier électronique à l'adresse ci-dessus, au plus tard le **19 août 2016, à 15 h 00**, heure locale. Elles doivent être transmises avec la mention

« Manifestation d'intérêt/Services de Consultants — pour le recrutement d'un consultant individuel chargé de la préparation d'une étude sociale et d'un plan de développement communautaire de la jeunesse »

Fait à Yaoundé, le 01 Août 2016

*Le coordonnateur
Anne-Marie ESSONO*

Avis de sollicitation à manifestation d'intérêt N° 010/ASMI/MINHDU/CP/PDVI/ASPM/07-16 du 18/07/2016 pour le recrutement d'un consultant individuel chargé de l'analyse économique du Projet de Développement Urbain Pour La Promotion Des Villes Inclusives (PDVI)

1. Le Gouvernement de la République du Cameroun a sollicité un financement de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD)/ainsi que de l'Association Internationale de Développement (IDA), et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce financement (Fonds de Préparations) pour effectuer les paiements au titre du contrat de Consultant Individuel chargé de « **L'ANALYSE ECONOMIQUE DU PROJET DE DEVELOPPEMENT URBAIN POUR LA PROMOTION DES VILLES INCLUSIVES (PDVI)** », dans le cadre de la préparation d'un Projet urbain sur la thématique des « villes inclusives » placé sous la tutelle du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain (MINHDU).

2. Les services du Consultant sont

- Une brève description du contexte socio-économique national et sectoriel ;
- la collecte et l'analyse des données sur le trafic et le drainage ;
- une analyse coûts et avantages économiques des investissements ;
- la détermination des indicateurs de rentabilité économique ;
- Une analyse coût efficacité des investissements ;
- Analyse d'autres impacts économiques et sociaux attendus des investissements. A ce titre le Consultant estimera l'activité économique et la création d'emplois attendus ;
- Analyse de l'impact sur la pauvreté et sur d'autres activités économiques.

3. Le Coordonnateur de la Cellule de Préparation du Projet (Agence d'exécution auprès du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain) invite les Consultants Individuels (« Consultants ») admissibles, à manifester leur intérêt à fournir les prestations ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution desdites prestations (lettre de motivation; documentation, références de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, CV détaillé suivant modèle type Banque mondiale, copie des diplômes, copies de contrats analogues, etc.).

Les qualifications et expérience requises sont les suivantes :

Pour la réalisation de la mission, le Consultant devra avoir un profil d'économiste de transport (Bac+5) avec des compétences dans le domaine de l'analyse économique des projets d'infrastructures routières/viaires. Une expérience minimale de deux études similaires dont au moins une en milieu urbain, est exigée. Des missions similaires réalisées sur des Projets dans les zones du Projet et/ou financés par la Banque mondiale seraient des atouts.

4. Il est porté à l'attention des Consultants que les dispositions du paragraphe 1.9 des « Directives : Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre des Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'AID » version de janvier 2011 révisée en juillet 2014 (« Directives de Consultants »), relatives aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêts sont applicables.

5. Un Consultant sera sélectionné sur base de l'expérience et des qualifications, telle que décrit dans les Directives de Consultants (chapitre 5).

6. Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires aux heures suivantes : 08 heures à 15 heures, heure locale, et à l'adresse ci-dessous :

Cellule de Préparation du Projet Villes Inclusives,

4ème étage Sise Immeuble derrière la DGSN à Yaoundé

B.P. 615, Yaoundé (Poste Centrale) Cameroun,

Tél : (237) 242 02 97 34 / (237) 237 78 29 87

E-mail: minduh_pdue@yahoo.fr, avec copie à polessono@yahoo.fr; andreemaga@hotmail.com.

7. Les manifestations d'intérêt, rédigées en français ou en anglais, doivent parvenir/être déposés en personne, par courrier, ou par courrier électronique à l'adresse ci-dessus,

au plus tard **le 17 août 2016, à 15 h 00**, heure locale. Elles doivent être transmises avec la mention :

« Manifestation d'intérêt/Services de Consultants — pour le recrutement d'un consultant individuel chargé de l'analyse économique du Projet de Développement Urbain Pour La Promotion Des Villes Inclusives (PDVI) »

Fait à Yaoundé, le 01 Août 2016

*Le Coordonnateur
Anne Marie ESSONO*

Avis de sollicitation à manifestation d'intérêt N° 011 ASMI/MINH DU/CP/ASPM/07-16 du 28/07/2016 pour le recrutement de consultants (FIRMES) en vue de la réalisation des études d'impact environnemental et social sommaires et des plans d'actions de réinstallation des populations affectées dans le cadre de la réalisation des travaux d'aménagement de certaines voiries structurantes dans les arrondissements de YAOUNDE 5^{ème} YAOUNDE 7^{ème}, DOUALA 3^{ème}, DOUALA 5^{ème}, NGAOUNDERE 2^{ème}, KUMBA 2^{ème} et BATOURI

Le Gouvernement de la République du Cameroun a sollicité un financement de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD)/ainsi que de l'Association Internationale de Développement (IDA), et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce financement pour effectuer les paiements au titre du contrat pour les « **pour le recrutement de consultants (FIRMES) en vue de la réalisation des études d'impact environnemental et social sommaires et des plans d'actions de réinstallation des populations affectées dans le cadre de la réalisation des travaux d'aménagement de certaines voiries structurantes dans les arrondissements de YAOUNDE 5^{ème} YAOUNDE 7^{ème}, DOUALA 3^{ème}, DOUALA 5^{ème}, NGAOUNDERE 2^{ème}, KUMBA 2^{ème} et BATOURI** », dans le cadre de la préparation d'un Projet urbain sur la thématique des « villes inclusives » placé sous la tutelle du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain (MINH DU).

1. Les services attendus du Consultant comprennent les activités ci-après concernant l'Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) et le Plan d'Actions de Réinstallation (PAR) dans les zones concernées par les travaux d'infrastructure programmés, à réaliser dans les arrondissements de Yaoundé 5ème (Essos, Nkolmesseng, Mvog-Ebanga et Mimboman), Yaoundé 7ème (Nkolbisson, Oyom-Abang et Nkol-Afeme), Douala 3ème (Ndogpassi, Oyack, Dibom, Logbaba, Douala 5ème (Logpom, Sodikombo, Pindo, Malanguè et Beedi), Ngaoundéré 2ème (Gadamabanga), Kumba 2ème (Fiango), Batouri (Mokolo):

-
- Mission n° 1 : l'Etude d'Impact Environnemental et Social (**EIES**) ;
 - Mission n° 2 : Plan d'Actions de Réinstallation (**PAR**).
- Ces prestations sont prévues pour démarrer au second semestre 2016.

2. Le Coordonateur de la Cellule de Préparation du Projet (Agence d'exécution auprès du Ministère de l'Habitat et du développement urbain), invite les firmes de consultants (« Consultants ») admissibles, à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir les informations (brochures, références concernant l'exécution des prestations analogues, expérience dans les conditions semblables, disponibilité des connaissances nécessaires parmi le personnel) démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution de ces services.

Les qualifications et expérience requises sont les suivantes :

- un **Chef de mission**, il/elle devra avoir un diplôme BAC+5; de formation socio-économiste, sociologue, anthropologue ou statisticien démographe. Il devra impérativement avoir une formation d'Environnementaliste et dirigé au moins trois (3) missions d'élaboration des EIES et PAR dans un contexte comparable à celui des Villes Inclusives et au moins 10 ans d'expériences professionnelles confirmées dans la conception, l'organisation des évaluations environnementales et sociales et le suivi d'enquêtes socio-économiques en milieu urbain et péri-urbain; II/Elle doit être familier des politiques de la Banque mondiale en matière de déplacement involontaire; Connaissances du pays et des milieux urbains du Cameroun. L'expérience dans le développement communautaire (incluant les groupes vulnérables) et dans l'approche participative/participation citoyenne est préférée.
- Un **Urbaniste** niveau Bac + 5 et ayant une expérience d'au moins cinq (05) ans d'expérience dans l'aménagement urbain ;
- Un **Ingénieur en génie civil routier** de niveau Bac + 5 et ayant une expérience d'au moins trois (03) ans et justifiant d'une bonne expérience dans les études d'impact environnemental et social ; Bonnes connaissances sur les nouvelles techniques et technologies de construction des routes.

3. Il est porté à l'attention des Consultants que les dispositions du paragraphe 1.9 des « Directives : Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre des Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'IDA » version de janvier 2011 révisée en juillet 2014 (« Directives de Consultants »), relatives aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêts sont applicables.

4. Les Consultants peuvent s'associer avec d'autres firmes pour renforcer leurs compétences respectives sous la forme d'un groupement solidaire ou d'un accord de sous-traitance.

5. Un Consultant sera sélectionné selon la méthode « Qualification de Consultant » telle que décrite dans les directives de Consultants.

6. Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires aux heures suivantes :

08 heures à 15 heures, heure locale, et à l'adresse ci-dessous :

Cellule de Préparation du Projet Villes Inclusives,

4^{ème} étage Sise Immeuble R+4 derrière la DGSN à Yaoundé

B.P. 615, Yaoundé (Poste Centrale) Cameroun,

Tél : (237) 242 02 97 34 / (237) 242 78 29 87

E.mail : minduh_pdue@yahoo.fr, avec copie à polessono@yahoo.fr; andreemaga@hotmail.com.

7. Les manifestations d'intérêt, rédigées en français ou en anglais, doivent parvenir/ être déposés en personne, par courrier, ou par courrier électronique à l'adresse ci-dessus, au plus tard **le 19 août 2016, à 15 h 00**, heure locale. Elles doivent être transmises avec la mention :

« *Manifestation d'intérêt/Services de Consultants - pour le recrutement de consultants (FIRMES) en vue de la réalisation des études d'impact environnemental et social sommaires et des plans d'actions de réinstallation des populations affectées dans le cadre de la réalisation des travaux d'aménagement de certaines voiries structurantes dans les arrondissements de YAOUNDE 5^{ème} YAOUNDE 7^{ème}, DOUALA 3^{ème}, DOUALA 5^{ème}, NGAOUNDERE 2^{ème}, KUMBA 2^{ème} et BATOURI* »

Fait à Yaoundé, le 01 Août 2016

Le Coordonnateur

Anne-Marie ESSONO

MINPMEESA

Avis d'appel d'offres national ouvert (en procédure d'urgence) N°005/AONR/MINPMEESA/PMEAA/CMPPM/2016 du 02 août 2016 pour le recrutement d'un consultant en vue de l'établissement de la situation de base/référence des bassins de production du programme d'appui aux petites et moyennes entreprises agricoles et agroalimentaires (PMEAA)

1. Objet

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat, Maître d'Ouvrage, lance en procédure d'urgence, un Appel d'Offres National Restreint pour le recrutement d'un consultant en vue de l'établissement de la situation de base/référence des bassins de production du Programme d'Appui aux Petites et Moyennes Entreprises Agricoles et Agroalimentaires.

2. Consistance des prestations

Les prestations, objet de la présente consultation consistent à :

- Valider/adapter/compléter les données à collecter et le set d'indicateurs, proposé et le cadre logique permettant un suivi réaliste, pertinent et Cohérent des performances réalisées dans l'atteinte des résultats ;
- Identifier et valider les sources de données ;
- Décrire les approches et méthodes retenues pour la collecte des données, leur périodicité, et la détermination des entités responsables de la collecte et du suivi ;
- Collecter les données auprès des sources identifiées ;
- Proposer/valider un plan de rédaction détaillé du rapport de l'étude ;
- Produire le rapport final de l'étude et présentant de façon claire la situation de référence, les résultats des analyses et les supports de données collectées.

3. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est restreinte aux bureaux d'études (soumissionnaires) suivants, sélectionnés après l'Appel à Manifestation d'Intérêt N°005/AAMI/MINPMEESA/PMEAA/CMPPM/2016 du 16 mai 2016, paru dans le Cameroun Tribune du 23/05 2016 :

N°	Opérateurs	Adresse
1	A-Z TECHNOLOGIE CORPORATION	B.P. 493 Yaoundé - Cameroun Tel : 677 78 66 64
2	GLOBAL STUDY MAINTENANCE AND CONSTRUCTION	B.P. 556 Yaoundé - Cameroun Tel: 222 220 066 / 699 753 239 / 670 008 071 E-mail: global_study@laposte.net
3	SOREPS	B.P. 13438 Yaoundé - Cameroun Tel : 222 219 097 / 242 034 514 Email : sorepsm@yahoo.fr / info@soreps.net Site internet : ww.soreps.net

4. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres, sont financées par le Budget d'Investissement Public du MINPMEESA sur les ressources internes représentant la subvention d'Investissement pour le compte de l'exercice 2016.

5. Consultation du dossier d'appel d'offres

Le Dossier du présent Appel d'Offres peut être consulté auprès du Service des Marchés du Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat, **15^{ème} étage porte T02** de l'immeuble ministériel n°1 dit « Immeuble de l'urgence »; Tél : 222 238 889, dès publication du présent avis

6. Retrait du dossier d'appel d'offres

Le Dossier du présent Appel d'Offres peut être retiré contre présentation d'une quittance de versement au Trésor public d'une somme de **cinquante mille (50 000) F CFA** non remboursable au Service des Marchés du Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat, **15^{ème} étage porte T02** de l'immeuble ministériel n°1 dit « Immeuble de l'urgence »; Tél : 222 238 889.

Lors du retrait du dossier, les soumissionnaires devront se faire enregistrer en indiquant leur adresse complète (B.P., Fax, Telex, téléphone, Email). La version électronique du DAO pourrait être envoyée par email à tous les BET sélectionnés sur demande.

7. Dépôt des offres

Les offres rédigées en français ou en anglais, en **sept (07) exemplaires (dont un original et six copies marquées comme telles)**, seront déposées contre récépissé au Service des Marchés du Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat, **15^{ème} étage porte T02** de l'immeuble ministériel n°1 dit « Immeuble de l'urgence »; Tél : 222 238 889 **au plus tard le 26 Août 2016 à 13 heures**, heure locale, et devront porter la mention.

« Appel d'offres national restreint N°005/AONR/MINPMEESA/CMPM/2016 du 02 août 2016 pour le recrutement d'un consultant en vue de l'établissement de la situation de base/référence des bassins de production du programme d'appui aux PMEAA

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

8. Recevabilité des offres

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, **une caution de soumission de Neuf cent mille (900 000) F CFA** délivrée par un établissement bancaire de premier ordre et d'une durée de validité de 120 (cent vingt) jours à compter de la date d'ouverture des offres.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises, dont la garantie de soumission, devront être impérativement produites en originaux ou en photocopie certifiées conformes délivrées par l'autorité émettrice, datant de moins de trois (03) mois.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent avis et du dossier d'appel d'offres sera déclarée irrecevable. Notamment, l'absence de la caution de soumission délivrée par un établissement bancaire de premier ordre agréé par le Ministre des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du dossier d'appel d'offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

9. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent tenus par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours, à compter de la date d'ouverture des offres.

10. Ouverture des offres

L'ouverture des offres se fera en deux temps :

a. L'ouverture des pièces administratives et techniques aura lieu le **26 Août 2016 à partir de 14 heures** par la Commission Ministérielle de Passation des Marchés du MINPMEESA dans la salle des conférences, porte 237 du MINPMEESA sise au 2^{ème} étage de l'Immeuble Rose, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance de l'offre dont ils ont la charge, à raison d'un représentant par BET ou groupement de BET.

b. L'ouverture des offres financières aura lieu après l'analyse des offres techniques. Seuls les soumissionnaires dont les offres ont été déclarées éligibles à l'analyse technique peuvent assister à cette séance ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

11. Délai d'exécution

Le délai maximum d'exécution prévu par le Maître d'ouvrage pour la réalisation des prestations est **d'un (01) mois** pour la mission et court à compter de la notification de l'ordre de service de démarrer l'exécution des prestations.

12. Critères éliminatoires

- Absence d'une pièce du dossier administratif ;
- Fausse déclaration ou pièce falsifiée.
- Absence dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié ;
- Absence dans l'offre technique d'une note méthodologique et du plan de travail pour accomplir la mission ;
- Note technique inférieure à **70 points sur 100**.

13. Les principaux critères d'évaluation

Ces critères sont :

Expériences du soumissionnaire dans les prestations similaires au cours des cinq dernières années	15. PTS
Qualification et compétences du chef de mission	20 PTS
Qualification et compétences du personnel technique	40 PTS
Compréhension des TDR Et méthodologie	25 PTS
Total	100 pts

Ces critères sont détaillés par des sous critères dans le RPAO. La note technique minimale requise pour l'ouverture des propositions financières est fixée à **70/100 points**.

14. Méthode de sélection du consultant

Le consultant sera choisi par la méthode de sélection qualité-coût, conformément aux procédures décrites dans le présent DAO.

15. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service des Marchés du Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat, **15^{ème} étage porte T02** de l'immeuble ministériel n°1 dit « Immeuble de l'urgence »; Tél : 222 238 889.

Yaoundé le 02 Août 2016

*Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises,
de l'Economie Sociale et de l'Artisanat
Pr. Laurent Serge EOUNDI NGOA*

Restricted call for tenders in emergency procedure N°005/AONR/MINPMEESA/PMEAA/CMPPM/2016 of 02 august 2016 for the recruitment of a consultant for the establishment of the basic/reference situation of production basins of the support programme for agricultural and agri-food small and medium-sized enterprises (PMEAA)

1. Subject

The Minister of Small and Medium-Sized Enterprises, Social Economy and Handicraft, Project Owner, hereby launches in emergency procedure, a Restricted National Call for Tenders for the recruitment of a consultant for the establishment of the production basin basic/reference situation of the Support Programme for Agricultural and Agri-food Small and Medium-Sized Enterprises.

2. Nature of services

The services concerned by this consultation consist in:

- Validating/adapting/completing data to be collected and the set of indicators proposed within the logical framework to ensure a realistic, pertinent and coherent follow-up of achievements in the attainment of the results :
- Identify and validate data sources;
- Describe approaches and methods adopted in data collection, their periodicity and identify the entities responsible for the collection and follow-up;
- Collect data from identified sources;
- Propose/validate a plan for the drafting of a study report;
- Produce a final report of the study and clearly present the reference situation, results of analysis and the medium of data collected.

3. Participation and origin

Participation in this Call for Tenders is restricted to the following consulting firms (tenderers), selected after a Call for manifestation of Interest N° **005/AAMI/MINPMEESA/PMEAA/CMPPM/2016 of 16 May 2016**, published in the Cameroon Tribune of 23/05 2016 :

N°	Enterprise	Address
1	A-Z TECHNOLOGIE CORPORATION	P.O Box 493 Yaoundé- Cameroon. Tel No. : 677 78 66 64
2	GLOBAL STUDY MAINTENANCE AND CONSTRUCTION	P.O. Box. 556 Yaoundé - Cameroun Tel.: 222 220 066 / 699 753 239 / 670 008 071 E-mail: global_study@laposte.net
3	SOREPS	P.O. Box. 13438 Yaoundé - Cameroun Tel.: 222 219 097 / 242 034 514 Email : sorepsm@yahoo.fr / info@soreps.net Internet site: ww.soreps.net

4. Funding

The services concerned by this Call for Tenders shall be funded by the Public Investment Budget of MINPMEESA on internal financial resources as investment subsidies for the 2016 financial year.

5. Consultation of the Tenders File

The Tenders File can be consulted at the Contracts Service of the Ministry of Small and Medium-sized Enterprises, Social Economy and Handicraft, located on the 15th floor, room no. 15T02 of the ministerial building no.1 "Immeuble de l'urgence"; tel: 222 238 889, upon publication of this notice

6. Acquisition of the tender file

This tender file can be consulted and obtained upon presentation of a receipt attesting to the payment of a non-refundable sum of fifty thousand **(50 000) FCFA** into the state treasury, at the Contracts Service of the Ministry of Small and Medium-sized Enterprises, Social Economy and Handicrafts, located on the 15th floor, room no. 15T02 of the ministerial building no. 1 "Immeuble de l'urgence"; Tel: 222 238 889.

Upon withdrawal, tenderers shall register themselves, providing their complete address (P.O. Box, Fax, Telex, Telephone, Email). The electronic version of the Call for Tenders File can be sent by email to all selected firms upon their request.

7. Submission of tenders

Tenders drafted in French or in English and in seven copies, including the original and **six copies marked as such**, should be deposited against receipt at the Contracts Service of the Ministry of Small and Medium-sized Enterprises, Social Economy and Handicraft, 15th floor, room T02 of the ministerial building No. 1 (Immeuble de l'urgence), Tel: 222 238 889 latest **26 august 2016 at 1.00 pm (local time)** and shall be labelled as follows:

"Restricted national invitation to tender N°005 /AONR/MINPMEESA/CMPPM/2016 OF 02 august 2016 for the recruitment of a consultant for the establishment of the production basin basic/reference situation of the support programme for agricultural and agri-food small and medium-sized enterprises (PMEAA)

To be opened only during the tender opening session"

8. Admissibility of tenders

Each tenderer shall add to his administrative documents a bid bond of nine hundred thousand **(900,000) F CFA** issued by a first rate bank. The bid shall be valid for 120 (one hundred and twenty) days as from the date of the opening of tenders.

Under pain of rejection, the required administrative documents including the bid bond must be originals or certified true copies issued by the issuing authorities. They must be less than three (03) months old.

Any tender which does not meet the prescriptions of this tender' file shall be rejected. In particular, the absence of a bid bond issued by a first category bank approved by the Minister of Finance or the non-respect of the models provided in this tender file shall lead to the automatic rejection without any room for appeal.

9. Validity of tenders

Tenderers shall remain bound by their tenders for a period of ninety (90) days as from the date of opening of the tenders.

10. Opening of tenders

Tenders shall be opened in in two phases:

-The opening of the administrative documents and the technical tenders shall take place on **26 August 2016 at 2 pm** before the Ministerial Tenders Board of MINPMEESA in the conference hall of the ministry, room 237, located at “Immeuble Rose”, 2nd floor, in the presence of tenderers wishing to attend or their duly mandated representative who should have a good mastery of the file. Each firm can only have one representative.

-Financial tenders shall take place after the analysis of the technical tenders. Only tenders with the minimum required marks for technical analysis can attend or be represented at this session by a duly mandated person of their choice.

11. Execution deadline

The maximum execution deadline given by the Contract Owner shall be one (1) month for the mission as from the date of notification of the service order for commencement of services.

12. Eliminary criteria

- Absence of a document in the administrative file;
- False declarations **or** forged documents ;
- Lack of a quantified unit price in the financial tender.
- Lack of a methodological note and work plan for the carrying out of the mission in the technical tender,
- Technical mark of less than 80/100.**

13. Major evaluation criteria

These criteria include:

lack of experience of the tenderer in similar services over the last five years	15. PTS
qualification and competence of the mission head	20 pts
qualification and skills of the technical staff	40 pts
understanding of the tor and methodology	25 pts
Total	100 pts

Details of these criteria are provided in the Special Tenders Provisions (RPAO). The minimal technical mark required for the opening of financial files is 70/100 points.

14. Consultant selection method

The consultant will be selected on the basis of the quality-cost method, pursuant to procedures described in this Call for Tenders File.

15. Further information

More information can be obtained during working hours at the Ministry of Small and Medium-Sized Enterprises, Social Economy and Handicraft, Contracts Service, located in the “Immeuble Emergence”, 15th floor, room 15T02, Tel: 222 238 889.

Yaoundé, the 02 August 2016

*Minister of Small and Medium-Sized Enterprises, Social Economy and Handicrafts
Pr. Laurent Serge ETOUNDI NGOA*

Départements Ministériels

APPELS D'OFFRES		COMMUNIQUE D'ATTRIBUTION			
REFERENCES	OBJET ET MAITRE D'OUVRAGE	REFERENCES	ATTRIBUTAIRES	MONTANTS (FCFA)	DELAIS
N°040/AONO/MINTP/CMPM-TI-2016 DU 10/03/2016	En procédure pour exécution des travaux d'entretien au stabilisant CON/AID/CBR PLUS de certaines routes rurales dans la Région du Centre (Programme annuel 2016) MINTP	DECISION N°174/D/MINTP /DAG/SDMP/SAO/2016	FAMILLE SANAMA & CIE LOT 3-CE NORD CONSTRUCTION SERVICES LOT 6-CE	134 760 699 TTC 156 777 576 TTC	08 MOIS
N°D13-148/AOIO/MIN-SANTE/CNLS/CSPM-CNLS/2016 DU 26/04/2016	Acquisition de 04 extracteurs automatiques ADN ARN et de 06 réfrigérateurs pour les laboratoires (lot 1) et d'un extracteur automatique ADN ARN pour le Centre Pasteur du Cameroun (lot 2) MINSANTE	COMMUNIQUE N°D13-348/C/MIN-SANTE/CAB/CNLS/2016	MEDICAL PLUS SARL BP 2487 YAOUNDE LOT 1	39 888 000 TTC	45 JOURS
N°D13-143/DC/MIN-SANTE/CNLS/CSPM-CNLS/2016 DU 14/04/2016	Renouvellement du mobilier de bureau (lot 1) et l'aménagement de la bibliothèque du bâtiment annexe (lot 2) du Groupe Technique Central du Comité National de Lutte contre le Sida (GTC/CNLS) MINSANTE	COMMUNIQUE N°D13-367/C/MIN-SANTE/CAB/CNLS/2016	ETS ELECTRA BP 8557 YAOUNDE LOT 1 LOT 2	7 999 767 TTC 14 998 728 TTC	20 JOURS
N°0093/AONR/MINFOF/CMPM/16 DU 25/05/2016	Recrutement d'un bureau d'études chargé de l'élaboration, la production et la diffusion de l'annuaire statistiques 2015 du MINFOF	COMMUNIQUE N°0123/C/MIN-FOF/SG/DAG/SDBM/SMA/16 DU 01/08/2016	ETS SOREPS	19 996 354 TTC	02 MOIS
N°0067/AOIO/MINFOF/CPM/2016	Sélection d'une entreprise chargée de fournir et installer les équipements, configurer, mettre en service, former le gestionnaire et assurer le service après-vente du Centre de Données du Minfof à Yaoundé-Nkolbison MINFOF	COMMUNIQUE N°0125/C/MIN-FOF/SG/DAG/SDBM/SMA/16 DU 01/08/2016	INFRUCTUEUX		
N°0052/AOIO/PU/MIN-FOF/CMPM/16 DU 18/04/2016	Réalisation des travaux de réhabilitation du Centre de Promotion du Bois (CPB) de Yaoundé-Nkolbisson du MINFOF	COMMUNIQUE N°0126/C/MIN-FOF/SG/DAG/SDBM/SMA/16 DU 01/08/2016	TRINITY & CIE LOT 1 LOT 2 INFRUCTUEUX LOT 3	104 926 473 TTC 60 193 680 TTC	05 MOIS 06 MOIS
N°0091/AONO/MIN-FOF/CMPM/16 DU 24/05/2016	Recrutement d'un bureau d'études chargé de la supervision de l'exécution des travaux de réhabilitation du Centre de Promotion du Bois (CPB) de Yaoundé MINFOF	COMMUNIQUE N°0127/C/MIN-FOF/SG/DAG/SDBM/SMA/16 DU 01/08/2016	ETS MAMBO SERVICES	43 020 457 TTC	12 MOIS

Projets

APPELS D'OFFRES		COMMUNIQUE D'ATTRIBUTION			
REFERENCES	OBJET ET MAITRE D'OUVRAGE	REFERENCES	ATTRIBUTAIRES	MONTANTS (FCFA)	DELAIS
N°03/MINEPIA/S G/PNDP/CSPM/ SPM/2016 DU 16/06/2016	Acquisition des fournitures de bureau, produits d'entretien, matériel et produits pause-café et consommables informatiques à la Cellule Nationale de Coordination du Programme National de Développement Participatif PNDP	COMMUNIQUE N°	INFRUCTUEUX		

Maîtres d'Ouvrage

A7DS	: Aménagement de Sept Districts de Santé dans la Province de l'Extrême Nord	ENHT	: Ecole Nationale d'Hôtellerie et de Tourisme
ADC SA	: Aéroports du Cameroun	ENSPT	: Ecole Nationale Supérieure des Postes et Télécommunications
AER	: Agence d'Electrification Rurale	ENSTP	: Ecole Nationale Supérieure des Travaux Publics
AN	: Assemblée Nationale	FEICOM	: Fonds Spécial d'Equipeement et d'Intervention Intercommunale
ANAFOR	: Agence Nationale d'Appui au Développement Forestier	FMSPT	: Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, le Paludisme et la Tuberculose
API	: Agence de Promotion des Investissements	FNE	: Fonds National de l'Emploi
APN	: Autorité Portuaire Nationale	GCEB	: General Certificate of Education Board
ARMP	: Agence de Régulation des Marchés Publics	GUCE	: Guichet Unique des Opérations du Commerce Extérieur
ARSEL	: Agence de Régulation du secteur de l'électricité	HGD	: Hôpital Général de Douala
ART	: Agence de Régulation des Télécommunications	HGOPY	: Hôpital Gynéco-Obstétrique et Pédiatrique de Yaoundé
ASCNPD	: Agence du Service Civique National de Participation au Développement	HGY	: Hôpital Général de Yaoundé
AYBHOTEL	: Ayaba Hôtel	INC	: Institut National de Cartographie
CAA	: Caisse Autonome d'Amortissement	INJS	: Institut National de la Jeunesse et des Sports
CAMAIR-CO	: Cameroon Airlines Corporation	INS	: Institut National de la Statistique
CAMERCAP	: Projet de Renforcement des capacités en Gestion Economique du Cameroun	IRAD	: Institut de Recherches Agricoles pour le Développement
CAMPOST	: Cameroon Postal Services	IRGM	: Institut de Recherches Géologiques et Minières
CAMTEL	: Cameroon Telecommunications	IRIC	: Institut des Relations Internationales du Cameroun
CAMWATER	: Cameroon Water Utilities Corporation	IMPM	: Institut de Recherches Médicales et d'Etudes des Plantes Médicinales
CBLT	: Commission du Bassin du Lac Tchad	ISMP	: Institut Supérieur de Management Public
CCAA	: Autorité Aéronautique	LABOGENIE	: Laboratoire National de Génie Civil
CCIMA	: Chambre du Commerce, de l'Industrie, des Mines et de l'Artisanat	LANAVET	: Laboratoire National Vétérinaire
CDC	: Cameroon Development Company	LNCM	: Laboratoire National de Contrôle Médical
CDEN	: Caisse de Développement de l'Elevage du Nord	MAETUR	: Mission d'Aménagement et d'Equipeement des Terrains Urbains et Ruraux
CDENO	: Caisse de Développement de l'Elevage du Nord-Ouest	MAGZI	: Mission d'Aménagement et de Gestion des Zones Industrielles
CDPM	: Caisse de Développement de la Pêche Maritime	MATGENIE	: Parc National de Matériel de Génie Civil
CENAME	: Centrale Nationale d'Approvisionnement en Médicaments et Consommables Médicaux Essentiels	MIDIMA	: Mission de Développement Intégré des Monts Mandara
CENEEMA	: Centre National d'Etudes et d'Expérimentation du Machinisme Agricole	MDPC	: Mission de Développement des Pêches du Cameroun
CEP	: Caisse d'Epargne Postale	MEADEN	: Mission d'Etudes pour l'Aménagement et le Développement du Nord
CES	: Conseil Economique et Social	MEAO	: Mission d'Etudes pour l'Aménagement de l'Océan
CFAM	: Centre de Formation en Administration Municipale	MIDENO	: Mission de Développement du Nord Ouest
CFC	: Crédit Foncier du Cameroun	MINADER	: Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
CGCI	: Cellule de Gestion du Code des Investissements	MINAS	: Ministère des Affaires Sociales
CHAGRI	: Chambre d'Agriculture, de l'Elevage et des Forêts du Cameroun	MINATD	: Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
CHU	: Centre Hospitalier Universitaire	MINCOM	: Ministère de la Communication
CIRCB	: Centre International de Recherche « Chantal BIYA »	MINCOMMERCE	: Ministère du Commerce
CNDHL	: Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés	MINCONSUPE	: Ministère chargé du Contrôle Supérieur de l'Etat
CNGFP	: Comité National de Gestion FAO - PAM	MINAC	: Ministère des Arts et de la Culture
CNIC	: Chantier Naval et Industriel du Cameroun	MINDCAF	: Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières
CNLS	: Comité national de lutte contre le Sida	MINDEF	: Ministère de la Défense
CNPS	: Caisse Nationale de Prévoyance Sociale	MINH DU	: Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain
CPC	: Centre Pasteur du Cameroun	MINEDUB	: Ministère de l'Education de Base
CPLS	: Comité Provincial de Lutte contre la Sécheresse	MINEE	: Ministère de l'Energie et de l'Eau
CPSEPPZLT	: Comité de Pilotage et du Suivi de l'Exécution des Projets Prioritaires dans la Zone du Lac Tchad	MINEF	: Ministère de l'Environnement et des Forêts
CPSP	: Comité de Pilotage et de Suivi du Pipeline	MINFI	: Ministère des Finances
CPTDS	: Centre de Production des Tests de Dépistage du SIDA	MINFOP	: Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
CRC	: Croix Rouge Camerounaise	MINEPDED	: Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable
CRTV	: Cameroon Radio and Television	MINEPAT	: Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
CS	: Cour Suprême	MINEP IA	: Ministère de l'Elevage des Pêches et des Industries Animales
CSE	: Contrôle Supérieur de l'Etat	MINES EC	: Ministère des Enseignements Secondaires
CSPH	: Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures	MINESUP	: Ministère de l'Enseignement Supérieur
CUD	: Communauté Urbaine de Douala	MINFOP	: Ministère de l'Emploi et de la Formation
CUY	: Communauté Urbaine de Yaoundé		
DGSN	: Délégation Générale à la Sécurité Nationale		
DGRE	: Direction Générale de la Recherche Extérieure		
ENAM	: Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature		
ENAP	: Ecole Nationale d'Administration Pénitentiaire		

Abréviations

	Professionnelle	PNDP	: Programme National de Développement Participatif
MINFOF	: Ministère des Forêts et de la Faune	PNDRT	: Programme National de Développement des Racines et Tubercules
MINFOPRA	: Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative	PNG	: Programme National de Gouvernance
MINIMIDT	: Ministère de l'Industrie des Mines et du Développement Technologique	PNOB	: Projet Nord-Ouest Bénoué
MINJEC	: Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique	PPMF	: Appui au Programme National de Microfinance
MINJUSTICE	: Ministère de la Justice	PSTE	: Pays Pauvres Très Endettés
MINMAP	: Ministère des Marchés Publics	PREPAFEN	: Projet de Réduction de la Pauvreté et Actions en faveur des Femmes dans la Province de l'Extrême Nord
MINPMEEESA	: Ministère des Petites Moyennes Entreprises de l'Économie Sociale et de l'Artisanat	PRCTC	: Projet de Renforcement des Capacités, de Transparence et de Contrôle de gestion des ressources publiques
MINPOSTEL	: Ministère des Postes et Télécommunications	PRSSAC	: Projet Régional de Renforcement de la Sécurité et de la sûreté de l'Aviation civile en Afrique
MINPROFF	: Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille	RHM4	: Réseau des Habitants de Mballa 4 (GIC ADJC)
MINRESI	: Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	SCDP	: Société Camerounaise de Dépôts Pétroliers
MINREX	: Ministère des Relations Extérieures	SEMRV	: Société d'Exploitation et de Modernisation de la Riziculture de Yaoundé
MINSANTE	: Ministère de la Santé Publique	SHNC	: Société Hôtelière du Nord Cameroun
MINSEP	: Ministère des Sports et de l'Éducation Physique	SIC	: Société Immobilière du Cameroun
MINT	: Ministère des Transports	SIF	: Système d'information des filières cacao et Café au Cameroun
MINTOUL	: Ministère du Tourisme et des Loisirs	SITRON	: Société Industrielle de Transformation des Oléagineux de Ngourou
MINTP	: Ministère des Travaux Publics	SNH	: Société Nationale des Hydrocarbures
MINTSS	: Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale	SNI	: Société Nationale d'Investissement
MIPROMALO	: Mission pour Promotion des Matériaux Locaux	SODECAO	: Société de Développement de la Cacao culture
MSEG	: Mission Spéciale d'Eradication des Glossines	SODECOTON	: Société de Développement du Coton
OBC	: Office du Baccalauréat du Cameroun	SODEPA	: Société de Développement et d'Exploitation des Productions Animales
OCC	: Office Céréalière du Cameroun	SOHLI	: Société Hôtelière du Littoral
ONAC	: Office National des Anciens Combattants	SONARA	: Société Nationale de Raffinerie
ONCC	: Office National du Cacao et du Café	SOPECAM	: Société de Presse et d'Éditions du Cameroun
ONZFI	: Office National des Zones Franches Industrielles	SOWEDA	: South West Development Authority
PAD	: Port Autonome de Douala	SRC	: Société de Recouvrement des Créances du Cameroun
PADC	: Projet d'Appui au Développement Communautaire	UNIV_BUEA	: Université de Buéa
PAISS	: Projet d'Appui aux Investissements du Secteur de la Santé	UNIV_DOUALA	: Université de Douala
PAPSR	: Projet d'Appui au Programme de la Santé de la Reproduction	UNIV_DSCHANG	: Université de Dschang
PARETFOP	: Projet d'appui à la réforme de l'enseignement technique et de la formation professionnelle	UNIV_MAROUA	: Université de Maroua
PARFAR	: Programme d'Amélioration du Revenu Familial et Rural dans les Provinces Septentrionales	UNIV_NGAOUNDERE	: Université de Ngaoundéré
PASE	: Programme d'appui au système éducatif	UNIV_YAOUNDE1	: Université de Yaoundé I
PCFC	: Projet Compétitivité de Filières de Croissance	UNIV_YAOUNDE2	: Université de Yaoundé II
PCBHM	: Projet de Construction du Barrage Hydro-électrique de MEMVE'ELE	UNVDA	: Upper Nun Valley Development Authority
PDRI-CL	: Projet de Développement Rural Intégré Chari-Logone	UTAVA	: Unité de Traitement Agricole par Voie Aérienne
PMF	: Projet Micro Finance		
PMLS	: Projet Multisectoriel de Lutte contre le VIH/Sida		

Bailleurs de fonds

ACDI	: Agence canadienne de développement international	CTB	: Coopération Technique Belge
AFD	: Agence Française de Développement	FAD	: Fonds Africain de Développement
BA	: Budget Autonome d'un Etablissement ou Organisme Public	FED	: Fonds Européen de Développement
BAD	: Banque Africaine de Développement	FIDA	: Fonds International de Développement Agricole
BADEA	: Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique	FKDEA	: Fonds Koweïtien pour le Développement Economique Arabe
BID	: Banque Islamique de Développement	FM	: Fonds Mondial
BIP	: Budget d'Investissement Public	FMI	: Fonds Monétaire International
BM	: Banque Mondiale	FODI	: Fonds de l'OPEP pour le Développement International
BMZ	: Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung	FR	: Fonds Routier
C2D	: Contrat de Désendettement et de Développement	FSDF	: Fonds Spécial de Développement des Forêts
		IDA	: International Development agency
		KFW	: Kreditanstalt für Wiederaufbau